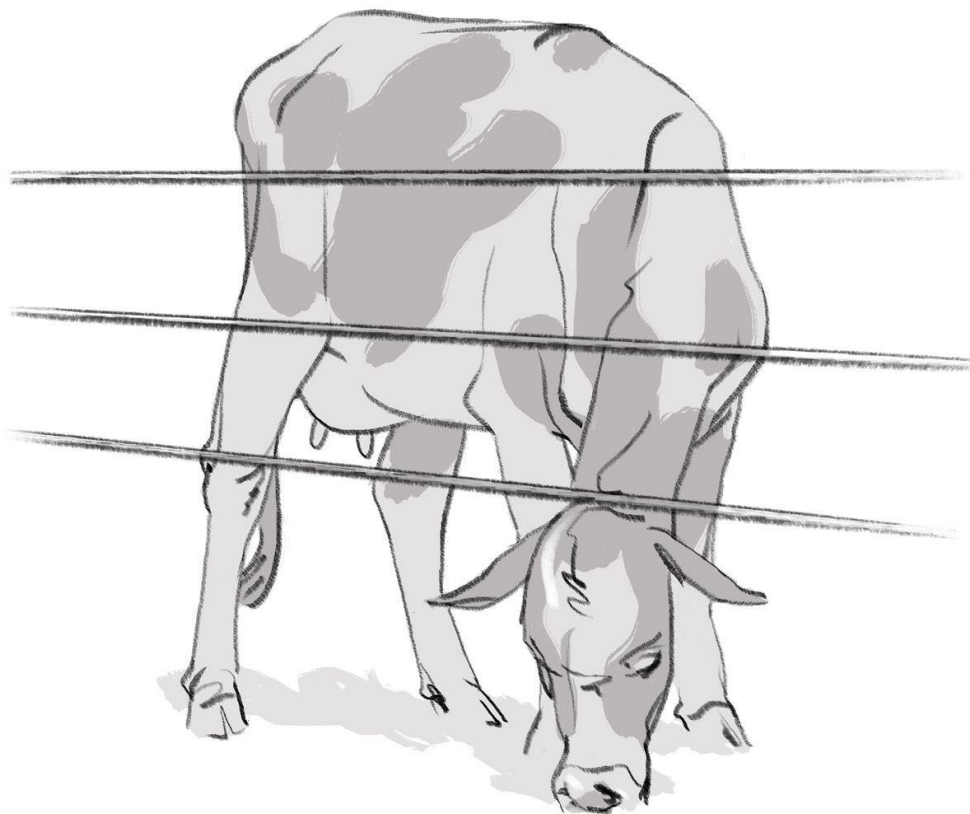




Exposés du 19e congrès spécialisé sur les animaux de rente

# Protection des animaux de rente entre marché et politique



Kongresszentrum Hotel Arte, Olten  
21 juin 2018

**Les experts du 19e congrès de la PSA sur les animaux de rente  
„Protection des animaux de rente entre marché et politique“  
21 juin 2018 à Olten**

**Hans-Ulrich Huber, Dr ès sciences**

Directeur du Domaine technique, Protection Suisse des Animaux PSA, Bâle  
**[hansuli.huber@tierschutz.com](mailto:hansuli.huber@tierschutz.com)**

**Dr méd. vét. Anita Idel**

Mediation & gestion du projet agrobiodiversité et santé animale, DE-Feldatal  
**[anita.idel@t-online.de](mailto:anita.idel@t-online.de)**

**Maya Graf**

Conseillère nationale Les Verts BL et co-présidente de l'initiative Fair Food  
**[maya.graf@parl.ch](mailto:maya.graf@parl.ch)**

**Bernhard Kammer**

Responsable Environnement et bien-être animal, Fédération des coopératives Migros, Zurich  
**[bernhard.kammer@mgb.ch](mailto:bernhard.kammer@mgb.ch)**

**Roland Frefel**

Responsable de la CCM Produits frais, Coop, Bâle  
**[Roland.Frefel@coop.ch](mailto:Roland.Frefel@coop.ch)**

**Patrick Camele**

CEO SV Group, Dübendorf  
**[Patrick.Camele@sv-group.ch](mailto:Patrick.Camele@sv-group.ch)**

**Bernard Belk**

Sous-directeur, Office federal de l'agriculture OFAG, Berne  
**[bernard.belk@blw.admin.ch](mailto:bernard.belk@blw.admin.ch)**

**Hans Bieri**

Directeur, Schweizerische Vereinigung Industrie und Landwirtschaft (SVIL), Zurich  
**[hans.bieri@svil.ch](mailto:hans.bieri@svil.ch)**

**Christof Dietler**

Directeur de l'Alliance agraire, Coire  
**[christof.dietler@pluswert.ch](mailto:christof.dietler@pluswert.ch)**

**Prof. Dr Mathias Binswanger**

FH Nordwestschweiz Olten, auteur d'ouvrages spécialisés et privat-docent à l'Université Saint-Gall  
**[mathias.binswanger@fhnw.ch](mailto:mathias.binswanger@fhnw.ch)**

**Markus Ritter**

Conseiller national, Président de l'Union suisse des paysans  
**[markus.ritter@parl.ch](mailto:markus.ritter@parl.ch)**

## Sommaire

Hans-Ulrich Huber, Dr ès sciences <b>Introduction</b>	1
Anita Idel, Dr méd. vét. <b>Protection de qualité vis-à-vis de l'extérieur au lieu d'un libre-échange sans limites – pour le bien des êtres humains, des animaux et de l'environnement</b>	4
Maya Graf, Conseillère nationale <b>L'initiative Fair-Food renforce le bien-être animal et l'agriculture paysanne</b>	10
Bernhard Kammer <b>Migros s'engage pour améliorer le bien-être animal</b>	12
Roland Frefel <b>Bien-être animal face aux besoins des consommateurs?</b>	14
Patrick Camele <b>Viande issue d'animaux « heureux » dans la restauration, exemple de SV Suisse</b>	15
Bernard Belk <b>Promouvoir des animaux de rente en bonne santé grâce à la politique agricole</b>	18
Hans Bieri <b>L'approvisionnement croissant de la Ville-Etat Suisse en conflit avec l'environnement, l'animal et le consommateur</b>	20
Christof Dietler <b>Davantage de bien-être animal avec moins de protection aux frontières?</b>	28
Prof. Dr Mathias Binswanger <b>Pourquoi le libre-échange exige-t-il toujours le sacrifice des paysans?</b>	30
Markus Ritter, Conseiller national <b>De qui dépend l'amélioration du bien-être animal dans l'agriculture ?</b>	32

Dr. sc. nat. Hans-Ulrich Huber  
Directeur du Domaine technique  
**PROTECTION SUISSE DES ANIMAUX PSA**  
Siège  
Dornacherstrasse 101/Case postale  
CH - 4018 Basel  
Tél. 0041-(0)61-365 99 99  
Fax 0041-(0)61-365 99 90  
[sts@tierschutz.com](mailto:sts@tierschutz.com)  
[www.protection-animaux.com](http://www.protection-animaux.com)

# Protection des animaux entre marché et politique

Introduction de Hans-Ulrich Huber, Dr ès sciences, Directeur Domaine technique de la Protection Suisse des Animaux PSA, à l'occasion du 19<sup>e</sup> congrès spécialisé sur les animaux de rente de la Protection Suisse des Animaux PSA «Protection des animaux de rente entre marché et politique» du 21 juin 2018, Olten

Il y a un quart de siècle, le système du soutien de l'Etat aux prix des producteurs a été modifié pour passer aux prix du marché combinés avec les paiements directs; cette mutation a incontestablement entraîné un changement de mentalité et d'orientation dans la protection de l'environnement et des animaux, ainsi que des améliorations. La Suisse peut être fière de cette évolution, même s'il y a encore beaucoup à faire et justement pour la protection animale. Je voudrais remercier tout particulièrement les paysannes et les paysans qui vivent au quotidien la protection des animaux ainsi qu'une bonne relation entre l'homme et l'animal. Mais je n'oublie pas les consommateurs et les consommatrices qui préfèrent acheter les produits suisses de label qui sont plus onéreux. Enfin, je remercie également les détaillants et les restaurateurs qui ne veulent pas se contenter de vendre de la viande, des œufs ou du fromage, mais s'efforcent de miser sur une provenance respectueuse des animaux.

Le changement de système n'a pas arrêté la disparition des exploitations agricoles. Entre 2000 et 2016, tout juste 30% des fermes ont cessé leur exploitation. De plus en plus de paysans doivent désormais exercer une autre activité professionnelle en parallèle, ce qui représente une charge bien plus lourde et qui n'est pas optimal en ce qui concerne les soins et l'observation des animaux et la relation entre l'homme et l'animal. Bien sûr, la production d'œufs, de lait et de viande de volaille a augmenté, tout simplement parce que la population résidente a augmenté d'un million, c'est-à-dire tout juste 15%. En dépit de la croissance de la demande, les prix des producteurs ont fait plus ou moins du surplace, voire ont baissé (lait), contrairement aux théories économiques.

Les changements structurels en direction de moins en moins d'exploitations, mais qui soient de plus en plus vastes, se sont accentués justement pour les animaux de rente. Si en 2012 il n'y avait que 25 poulaillers de plus de 12 000 poules pondeuses, il y en avait déjà 40 en 2016. En 2016, il y avait déjà 90 exploitations de plus de 100 vaches laitières en Suisse, alors que six ans auparavant il n'y en avait que 35. La PSA est préoccupée par le recul de la participation SRPA dans les cheptels de cette taille, voire à la préférence pour une détention à l'écurie toute l'année.

La situation souvent précaire des prix et des revenus incite de nombreux agriculteurs à utiliser la stratégie de l'augmentation de la production. Ils étendent leur cheptel et augmentent le rendement de leurs animaux au moyen du fourrage et de la sélection animale. Cette stratégie d'adaptation économique à la pression mondiale sur les prix pour produire les denrées alimentaires à bas prix aboutit toutefois à un dilemme:

1. Les performances de plus en plus élevées et la taille croissante des troupeaux rendent de plus en plus difficile de garantir le bien-être et la santé des animaux de rente.
2. Une partie de la population voit dans la course imposée aux performances élevées et dans les vastes écuries, une tendance à la détention de masse comme elle est pratiquée à l'étranger. Cette évolution perçue comme négative pourrait avoir pour conséquence une mise sous pression de la vente des denrées alimentaires suisses et du système des paiements directs.

Dans ce contexte, la PSA poursuit les objectifs suivants:

- Une détention conforme aux besoins de l'espèce au niveau SRPA (lait) ou combinaison de SRPA et de SST (viande, œufs) dans une détention animale selon l'esprit de la paysannerie.
- Un comportement ménageant les animaux de rente lors d'interventions ainsi que dans les transports et à l'abattoir.
- Nous nous engageons pour une alimentation variée et saine ainsi qu'une consommation modérée d'œufs, de lait et de viande.
- Les prix des producteurs doivent être aménagés de manière à ce que les paysans avec une bonne détention animale puissent en vivre, sans détention de masse, mais avec une bonne qualité de soin et d'observation des animaux et un lien étroit entre l'homme et l'animal.
- Tout ce qui peut être produit ici dans une logique écologique et de protection animale ne doit pas être délocalisé à l'étranger. Avec une consommation supérieure à 50 kg par habitant, nous mangeons de la viande plus que de raison; il n'est donc pas nécessaire de stimuler la consommation par des importations à bon marché! Nous formulons les mêmes exigences en matière de bien-être animal et de protection des consommateurs vis-à-vis des produits importés. Nous misons en première ligne sur le marché.

La PSA s'en tient à l'objectif d'une production suisse efficace, écologique sur toutes les surfaces et respectueuse des animaux. Mais nous n'avons pas non plus le réservoir énorme de consommateurs abandonnés et perdus, qui d'après la grille de lecture actuelle, n'attendent que des importations à bon marché.

Bien plus, l'information et la sensibilisation aux liens entre comportement d'acheteur et conditions de production aux champs et à l'écurie doivent être ravivées. Chaque consommateur doit assumer ses responsabilités en ce qui concerne l'écologie et le bien-être animal. Tout en améliorant le niveau d'information en chute constante dans la population, il faut améliorer la demande et la disposition à accepter le prix des aliments suisses produits dans le respect de l'écologie et des animaux. Pour les consommateurs acceptant ce prix tout en n'étant pas dans la fourchette des revenus moyens à élevés, on peut donner des pistes pour que ces produits plus onéreux ne pèsent pas trop lourdement sur le budget du ménage.

Ecologie, bien-être animal et prix équitables permettent au commerce de se démarquer. A la différence des paysans suisses qui doivent remplir des standards élevés, le commerce peut vendre des produits issus d'animaux maltraités. L'argument ridicule, mais fatal de la «liberté de choix» est mis en avant. Le commerce de denrées alimentaires n'est pas obligé de s'engager pour l'écologie, les prix équitables et le bien-être animal; or les prestations de ces trois éléments ne font pas l'objet de l'attention des médias.

Qu'il s'agisse d'importations, de provenances conventionnelles suisses ou de produits issus de détentions respectueuses des animaux, la publicité essaie de coller à tout le monde une étiquette de protection animale et de suggérer que l'on peut tout consommer avec bonne conscience. En outre, on montre souvent des images qui n'ont rien à voir avec la réalité. Au lieu d'une écurie moderne et de quelques milliers de poules dans une prairie, on préfère montrer un petit poulailler avec deux poules sur leur perchoir et un bambin tout mignon devant. Apparemment, les pros des relations publiques croient que les consommateurs ne pourraient pas supporter la réalité et qu'il faut donc la retoucher. C'est naturellement stupide et de courte vue, car une fois que la réalité est montrée à la télévision, de nombreux consommateurs floués

par la publicité tombent des nues. Et, ce qui est encore plus grave, on crée dans la société des exigences infantiles vis-à-vis des paysans; une sorte de monde Bambi qui est incompatible avec la réalité.

Tout le monde parle de l'obsession du prix dans la restauration, mais personne ne s'y oppose au moyen de mesures efficaces et coordonnées. Même si un géant de la branche montre comment cela pourrait fonctionner différemment: SV Group, qui collabore avec le WWF et la PSA. En regroupant ses achats et grâce à de gros volumes dans la demande, SV Group a pu contenir au maximum le renchérissement des prix dû aux produits respectant les animaux.

Si l'on veut être honnête avec soi-même, les prix des producteurs en Suisse n'ont pratiquement qu'un impact insignifiant sur les prix des denrées alimentaires qui sont bien plus élevés dans les magasins. Il n'en reste pas moins que même des médias économiques tout à fait sérieux et bien entendu tous ceux qui sont actifs dans le commerce ainsi que ceux qui ont un compte à régler avec les paysans, ne cessent de clouer au pilori les prix élevés pratiqués par les producteurs suisses. D'une part, cela pousse nos paysans vers les fabriques agricoles et animales, car on peut y produire à bon marché, d'autre part, cela détourne de la nécessité de prendre des mesures dans les branches en aval (par exemple, les marges, l'ampleur de l'assortiment, le choix de produits, l'information des consommateurs). Il s'agit là de veiller à davantage de transparence.

Pour conclure, encore un mot à propos de végétarianisme et de véganisme. Ce mode d'alimentation pratiquée rigoureusement avant tout par des jeunes inspire un profond respect. Les agriculteurs et la branche alimentaire ne devraient pas se laisser abuser par la faible part de la population que cela représente, selon les sondages de 5 à 10%. En effet, suite à la dynamique de groupe, des points de vue d'un moralisme radical peuvent tout à fait prendre de l'ampleur et s'imposer à grande échelle. Une partie notable de l'agriculture suisse pourrait être touchée au cœur. Car justement des exploitations de petite et moyenne taille ainsi que les régions de montagne sont fortement dépendantes de la détention animale. Il n'existe souvent pas d'alternatives intéressantes dans le domaine végétal.

Dans ce contexte, la branche est sollicitée pour prendre soin des animaux et réfléchir aux conséquences sur la société dérivant de problèmes de bien-être animal en ce qui concerne la détention, la sélection animale et la taille des troupeaux. De plus, une autre tâche importante à l'avenir sera de rendre les cultures plus intéressantes pour les petites et moyennes exploitations.

# Protection de qualité vis-à-vis de l'extérieur au lieu d'un libre-échange sans limites – pour le bien des êtres humains, des animaux et de l'environnement

Exposé de Dr Anita Idel, méd. vét., Médiation & gestion du projet agrobiodiversité et santé animale, DE-Feldatal à l'occasion du 19<sup>e</sup> congrès spécialisé sur les animaux de rente de la Protection Suisse des Animaux PSA «Protection des animaux de rente entre marché et politique» du 21 juin 2018, Olten

En guise d'introduction, je souhaiterais préciser que toute région et tout pays ont droit à une protection vis-à-vis de l'extérieur; par conséquent, la Suisse n'est ici qu'un exemple. Il ne s'agit donc pas d'un luxe réservé à certains pays qui ont plus de pouvoir politique ou économique. Actuellement, la part de producteurs européens sur le marché laitier au Burkina Faso s'élève à presque 90 pourcents.

Outre les problèmes sociaux et la protection animale, l'opinion publique est de plus en plus sensible à

- La disparition des habitats avec les prairies en fleur, les haies, peuplées d'abeilles et d'insectes;
- La perte de ressources de base: cela va de la diversité biologique à la fertilité du sol en passant par des nappes phréatiques (même les fossiles);
- L'augmentation mondiale des températures et des épisodes météorologiques extrêmes;
- L'augmentation de la résistance aux antibiotiques suivie par celle aux anti-parasites, aux insecticides, aux herbicides, aux pesticides et aux produits désinfectants;
- La pollution des eaux et des sols due aux résidus problématiques pour l'écologie et la santé.

**Tout cela n'est pas dû au hasard.** Il ne s'agit pas non plus de dégâts collatéraux d'un développement responsable, mais bien du système lui-même: **c'est un système agricole et alimentaire affecté d'une maladie** – de plus en plus chronique et en partie toujours plus grave.

Depuis les années 1970, cette évolution est la conséquence inéluctable d'un objectif: les dirigeants de l'industrie agroalimentaire ainsi que les économistes et politiciens agricoles voulaient appliquer à l'agriculture ce que l'on appelle les **avantages comparatifs de coûts**. Selon ce système, les exploitations doivent se spécialiser et les produits ne doivent être produits que là où cela coûte le moins cher.

**Bon marché n'est avantageux qu'en apparence.** Les coûts incontournables qui en découlent sont externalisés; cela vaut pour la protection des animaux, la protection de la nature, la protection de l'environnement et pour les conditions sociales des personnes qui vivent dans les exploitations. Dans le monde entier, les agriculteurs et agricultrices subissent les mêmes conséquences: ils dépendent de plus en plus des industries chimique, agricole et alimentaire qui de leur côté voient leur puissance croître grâce à l'intégration horizontale et verticale – actuellement grâce aux fusions de Bayer/Monsanto, Syngenta/Chemchina et DuPont/Dow Chemical. Cela profite également aux grandes exploitations agricoles qui peuvent bénéficier des économies d'échelle.

La Commission de l'UE estime que les subventions publiques sont ciblées sur une transformation des exploitations agricoles leur permettant d'être concurrentielles sur le marché mondial. Dans cet esprit, les excédents sont rebaptisés exportations. Chaque année, 55 milliards d'euros sont disponibles pour l'agriculture de l'UE sous forme de paiements directs. D'après le Centre européen de recherche en économie (Zentrum für Europäische Wirtschaftsforschung ZEW) 80% des exploitations aux revenus les plus faibles ne reçoivent que 25% des paiements directs, en revanche les 10% des exploitations aux revenus les plus élevés

reçoivent 55%. En même temps, les risques sur le plan de l'économie d'entreprise ne font que croître. Dans toute l'Union européenne, presque 20% des exploitations agricoles ont disparu entre 2003 et 2010. Cette tendance continue de s'affirmer d'une manière générale et tout particulièrement dans le domaine des producteurs de lait.

**Au vu de ces conséquences désastreuses, «continuer comme avant» n'est vraiment pas un choix envisageable**

Les conditions politiques générales pour la globalisation, la spéculation et le capital étranger causent un accroissement des risques. Cela vaut également pour la spécialisation croissante des exploitations qui aboutit à des cheptels de dix mille bovins, de cent mille porcs et de millions de poules. Mais il n'y a pas seulement l'augmentation dramatique au niveau mondial du nombre d'animaux fournissant des aliments, mais parallèlement l'aspect intensif de chaque animal par la sélection animale, la détention et l'affouragement.

Par conséquent, l'agriculture et notre consommation utilisent les ressources existantes dans une proportion qui n'est plus durable et qui ne répondra jamais aux critères de la durabilité. En même temps, le marché anonyme et le manque de valeur ajoutée, puisque de nombreuses exploitations doivent mettre la clé sous la porte, signifient pour les exploitations un manque d'estime. A la longue, l'agriculture ne peut pas continuer ainsi, et elle n'est pas la seule: **nous devons tous arrêter de penser à court terme et nous devons changer notre manière de voir les choses.**

Au lieu de continuer à se laisser mettre en concurrence mutuelle, le système de l'alimentation exige une économie circulaire de substances nutritives qui se fonde sur des contextes régionaux et proches de la nature. **Dans l'esprit des objectifs d'un développement durable, cette approche exige du monde politique de créer les conditions cadres économiques et juridiques pour**

- **développer et mettre en œuvre des critères de durabilité sociaux, écologiques et axés sur le bien-être animal et la santé pour la production régionale**
- **abandonner l'orientation vers l'exportation qui épuise les ressources**
- **mettre en place une protection qualitative vis-à-vis de l'extérieur.**

«On ne peut pas continuer comme avant», voilà la conclusion radicale du rapport mondial sur l'agriculture (McIntire 2009). Au lieu de maintenir en vie un système agricole malade au moyen de pesticides, de médicaments et d'engrais synthétiques à base d'azote, les animaux, les êtres humains et l'environnement ont besoin d'une politique (agricole) qui à travers la recherche, la formation et le soutien financier crée les conditions d'un développement durable. En 2009 également, une étude (Rockstroem) a confirmé l'étendue des neuf limites planétaires ayant déjà dépassé leurs limites, en tout premier lieu le changement climatique et la perte de la diversité biologique, suivis par la surcharge de la biosphère due à l'azote et au phosphore ainsi que les changements dans l'utilisation des sols par l'imperméabilisation du sol, la déforestation et la conversion des pâturages.

### **La folie a sa méthode**

Mais presque 45 ans après «Les limites à la croissance» et un quart de siècle après Rio, le mot d'ordre de la croissance continue d'avoir ses effets délétères sur l'être humain, l'animal et le paysage. La faim et la malnutrition sont les conséquences des conditions de production consommatives de ressources, polluantes et destructrices puisqu'on produit de plus en plus. Mais face à la destruction et au gaspillage des denrées alimentaires, il ne s'agit là que d'une contradiction apparente. En effet, on n'a pas besoin de plus de nourriture ou de calories. Ce qui est nécessaire en revanche, ce sont des aliments sains dont la production permet aux paysans d'en vivre. Le fait qu'une grande partie des personnes souffrant de la faim appartienne à la classe des petits paysans dévoile au grand jour le drame du développement des dernières décennies.



Que ce soit l'OMC ou les accords bilatéraux de libre-échange comme le TTIP ou le CETA: sur le plan mondial, les paysans et leurs organisations d'opposition s'engagent au premier rang du mouvement critique de la globalisation et du libre-échange. Depuis 2017, le CETA est en phase d'application provisoire. En 2018, ce sont les accords avec Mercosur et l'Australie/Nouvelle Zélande qui occupent le devant de la scène. Mercosur donne aux accords de libre-échange une nouvelle caractéristique qui concerne tout particulièrement les exploitations détenant des animaux et par conséquent produisant de la viande dans l'UE. Jamais encore depuis l'interdiction des hormones dans l'engraissement des animaux du 20 décembre 1985 le risque d'une baisse des normes aux dépens des exploitations européennes n'a-t-il été aussi présent qu'aujourd'hui. Il y a certes pour les pays tiers, parallèlement au quota pour la viande produite sans hormone sur pâturage depuis octobre 2014 déjà, un quota étendu pour la viande produite sans hormone provenant d'un engraissement intensif. Mais le Mercosur a pour objectif principal de favoriser l'exportation d'automobiles, etc. et pour équilibrer les déficits de la balance commerciale de faire des compromis dans les normes régissant les importations de produits agricoles.

### **Contre l'oubli de l'histoire (1)**

#### **– le chemin de l'orientation vers l'exportation de produits d'origine animale**

Depuis les années 1970, la recherche, la formation et la promotion dans le monde de l'agriculture ont été axées de manière croissante sur l'objectif central de la Communauté économique européenne (CEE). Cette dernière devait à partir du début du 21<sup>e</sup> siècle non seulement exporter davantage de technique (agricole), mais aussi être compétitive sur le marché mondial avec ce que l'on appelle des produits animaux perfectionnés. À cette fin, avant tout le sol de l'Amérique (du Sud) devait servir de surface idéale de production du fourrage pour la CEE. L'accord de Blairhouse a mis tout particulièrement en évidence l'intérêt pour ce deal de la part des grands groupes et des pays produisant du fourrage: l'accord obligeait la CEE à limiter fortement la culture d'oléo-protéagineuses comme le soja. (Idel, Reichert 2013) Aujourd'hui, d'après l'organisation mondiale de l'alimentation FAO, plus de 70% des protéines dispensées dans l'agriculture de l'UE proviennent d'importations. Mais en exportant ses excédents de production, l'UE ne nourrit pas tout le monde! En effet, elle produit ses excédents aux dépens d'autrui. Pour dire les choses comme elles sont, l'UE est sous perfusion.

Jusque dans les années 1980, la politique officielle de la CEE et de la RFA s'inspirait avant tout de l'idée d'augmenter le degré d'autonomie dans leur approvisionnement de produits d'origine animale. Maintenant comme à cette époque, on ne perçoit généralement pas que l'atteinte de l'autonomie totale dans ce domaine n'était pour la politique et l'industrie qu'une étape sur le chemin vers le marché mondial. Leurs mesures avaient pour but les excédents nécessaires pour y arriver: toujours davantage de lait de viande, d'œufs ... De manière erronée, tous ces excédents continuent d'être perçus comme dégâts collatéraux de même que pour l'écologie, la protection des animaux et l'économie sociale dans l'agriculture et dans les exploitations artisanales de transformation.

#### **On gagne toujours plus *sur le dos* de l'agriculture que *dans* l'agriculture.**

En effet, les grands groupes font avancer l'industrialisation sur toute la chaîne de valeur ajoutée, du sillon au comptoir et au rayon. Au niveau des exploitations agricoles, il faut choisir entre croître ou disparaître; mais le concept politique sous-jacent est disparaître **et** croître: le nombre d'exploitations rétrécit en peau de chagrin au bénéfice de l'industrialisation et d'exploitations de plus en plus grandes. L'entreprise Monfort of Colorado (dans l'intervalle, elle fait partie de [ConAgra Foods](#)) détient trois parcs d'engraissement représentant un volume d'investissement de 800 millions de dollars US. Environ 500 000 bœufs par an sont prêts pour l'abattoir en trois et quatre mois d'engraissement. Ce sont des ordres de grandeur que non seulement on ne peut pas concurrencer, mais qui ne devraient pas exister en raison de la pollution et des dégâts qu'ils génèrent.

Dans l'ensemble aussi, les risques entrepreneuriaux sont en augmentation: la Berliner Milcheinfuhr-Gesellschaft (B.M.G.) était le plus important distributeur de lait en Allemagne. A la

surprise totale de tous les autres acteurs du marché, l'entreprise était en insolvabilité le 09.03.2018 et ne vient plus collecter le lait depuis le 13.03.2018.

## **Contre l'oubli de l'histoire (2)**

### **– croître ou disparaître, voir l'exemple des *quotas laitiers***

Dans aucun domaine, la politique pilotée par les Etats n'a obtenu aussi rapidement les excédents tellement souhaités. Les lacs de lait et les montagnes de beurre n'étaient pas un hasard ni une surprise, j'en veux pour preuve les entrepôts réfrigérés et les transporteurs réfrigérés qui étaient toujours prêts **bien avant** que les excédents arrivent. Pourtant, le plan est allé plus vite que la musique, car un marché mondial pouvant absorber les excédents n'existait pas encore. Les producteurs ont donc pu livrer leur lait dans l'*intervention*: il leur a été acheté à des prix proches des prix de marché, sans leur faire payer les frais de stockage, et ce sur le dos des contribuables.

Tant que ces surplus de lait ne pouvaient pas être vendus sur le marché mondial, l'intervention a coûté cher aux pays et à l'UE du fait des coûts croissants de stockage et d'énergie, raison pour laquelle les *quotas laitiers* ont été introduits au début des années 1980. Ils n'avaient jamais été conçus comme une solution, mais pour surmonter temporairement la situation jusqu'à ce que le marché mondial du lait ait poursuivi son développement. Les quotas étaient également intéressants pour les laiteries, puisque la croissance voulue des exploitations pour baisser les coûts était obligatoirement liée à la disparition d'autres exploitations. Les dépenses pour collecter le lait s'en trouvaient nettement réduites, en étant complétées par des réservoirs de lait de plus en plus grands qui permettaient des intervalles de plus en plus longs.

Une fois de plus, ce n'était pas dû au hasard, mais soigneusement planifié pour que finalement les quotas laitiers répartis au sein de l'UE dépassent nettement la consommation propre. Sous le prétexte de limiter les excédents, les quotas laitiers devaient avoir un impact vers l'intérieur grâce au surapprovisionnement du marché: ils favorisaient les grandes exploitations, ils servaient à changer les structures par la maxime *croître ou disparaître*. Tous ceux qui avaient augmenté le cheptel et construit ou étendu des écuries obtenaient des quotas plus élevés en raison de la réglementation sur les cas de rigueur: une manière brutale de désavantager les petites exploitations qui devaient accepter des baisses de quotas. Elles ont été nombreuses à devoir cesser leurs activités.

Depuis l'introduction des quotas laitiers dans la CEE, la production laitière mondiale est passée de 482 millions de tonnes à 800 millions de tonnes. Les pays affichant la plus forte surproduction laitière sont la Nouvelle-Zélande, les Etats-Unis, l'Australie ainsi que la France, l'Irlande et l'Allemagne, et ce en dépit des quotas laitiers. Entre-temps, la quantité de lait produite en Allemagne est passée de 25,6 millions de litres (1985) à plus de 28,6 (1995), 30,3 (2011), 30,6 (2014) pour atteindre environ 32,8 (2016).<sup>1</sup>

La présente orientation vers l'exportation de produits d'origine animale fait que l'UE importe 70% des protéines affouragées. Elle ne nourrit pas le monde, comme on l'a souvent proclamé, mais est en perfusion de l'Amérique latine. Selon cette logique, le lisier inonde les sols européens tandis que les nutriments manquent dans les sols argentins et brésiliens.

## **Nous avons besoin d'une (r)évolution agraire!**

---

<sup>1</sup> La performance laitière *moyenne* par vache et par an est passée en Allemagne depuis la fin des années 1960, de 3500 litres à plus de 8000 litres en 2014 du fait de la sélection animale. En même temps, la politique du croître ou disparaître a causé une réduction du nombre d'exploitations et de vaches: en Allemagne, on est passé de 370.000 exploitations laitières en 1984 à 75.000 aujourd'hui. Tandis que le nombre total des vaches laitières a chuté de 5,2 millions (1995) à 4,3 millions (2014), il a considérablement augmenté par exploitation. Et là encore, il était planifié qu'à partir de la fin des quotas laitiers le 1er avril 2015, les entreprises de croissance devaient continuer à profiter de la situation (Jürgens 2016). Mais même si elles reçoivent la plus grosse part de subventions, les faibles prix du lait sont une menace existentielle également.

Que ce soit la recherche ou le conseil, la science et la politique fonctionnent surtout dans le *mode réparatoire* pour une soi-disant *croissance* qui en fin de compte nous fait rétrécir. C'est ainsi que les pesticides et les antibiotiques sont les deux piliers d'un système agricole malade. Nous sommes de plus en plus à risque, car nous sommes champions du monde dans la limitation des dégâts. Nous occupons des milliers de scientifiques et dépensons des millions en recherche et pratique, mais au mieux nous ralentissons l'évolution des dégâts au lieu de développer ou d'encourager vraiment des approches durables. Dans la nature, tout est cyclique, donc science et politique doivent penser et agir en systèmes. Mais si l'on ne prend en compte que des parties ou si l'on travaille sur des questions qui ne reflètent pas adéquatement la réalité, on arrive obligatoirement souvent à des conclusions erronées.

Pourquoi par exemple, presque toutes les études aboutissent-elles à la conclusion que les vaches ne sont pas de bons transformateurs du fourrage? Ce n'est pas que les études seraient faussées, mais parce que leur approche, la conception de l'étude, n'est pas appropriée. On ne mesure pas ce que la vache sait particulièrement bien faire, c'est-à-dire digérer de l'herbe, mais son efficacité dans la transformation en lait et viande du fourrage intensif comme les céréales, le maïs, le soja. Mais un omnivore comme le cochon et la poule, sans oublier l'être humain, font cela naturellement beaucoup mieux, comme on le savait bien avant la réalisation de ce type d'études.

**Par contre, la tendance va vers toujours plus d'élevage intensif.** Prenons l'exemple de la Rhénanie du Nord-Westphalie (NRW): en 20 ans le cheptel de vaches «laitières» a diminué de plus de la moitié, parallèlement à l'augmentation de la quantité de lait.<sup>1</sup> Cela veut dire qu'on a supprimé des animaux de pâturage qui vivaient essentiellement d'herbe et n'étaient pas en concurrence alimentaire avec l'être humain. En revanche, les conditions de vie des vaches de haute performance étaient devenues de plus en plus intensives: facilement malades, ainsi que l'inflammation des pis qui est qualifiée de maladie professionnelle, voilà le prix que paient les vaches sélectionnées uniquement pour la performance. A cela s'ajoute l'utilisation massive d'antibiotiques. Le fossé se creuse entre haute performance laitière et capacité de conformation bouchère, entraînant la perte de valeur des veaux mâles et le fait qu'on les néglige.<sup>2</sup>

**Il en va de même pour le climat. Qu'a-t-on pris en compte ou non.** A la différence des études sur le climat dans l'industrie, il n'est pas scientifique de limiter l'appréciation de l'agriculture à des mesures comparatives d'émissions. En effet, il ne s'agit pas de libérer des gaz ayant un impact sur le climat, mais du potentiel du sol de lier le CO<sub>2</sub>.

**Mais pourquoi est-ce que presque toutes les études en concluent que les bovins bousillent le climat?** La quantité principale de méthane est produite dans la panse des bovins au moment de digérer l'herbe. Si l'objectif de la recherche se limite à réduire les émissions de méthane par litre de lait ou par kilogramme de viande, la conclusion sera automatiquement: enlevez les vaches des pâturages et passez à la détention intensive. Ce qui est décisif, ce sont toutefois les effets climatiques généraux de la détention et de l'alimentation des bovins. De même que dans les divers styles d'alimentation des êtres humains, les bovins détenus selon les méthodes intensives d'énergie et de ressources doivent être comparés avec leurs congénères détenus selon l'optique de l'agriculture durable.

**Dans ce cas, c'est la vache au pâturage qui a gagné,** qui est en harmonie avec la gestion durable des pâturages, de la sélection animale jusqu'à l'offre de nourriture. En effet, la culture intensive de soja importé, de maïs et de céréales pollue l'atmosphère par perte du sol et utilisation d'engrais. Les fourrages importés représentent une pollution pour les pays de

---

<sup>1</sup> Wilstacke, Ludger (2011): Tierhaltung im Spannungsfeld verschiedener Interessen. Landwirtschaftstagung Ev. Akad. Villigst, LWK NRW, FH Südwestfalen, Natur- und Umweltschutz-Akademie, Zentrum für ländliche Entwicklung, 30.11. – 01.12.2011 in Schwerte.

<sup>2</sup> Busse, Tanja (2015): Die Wegwerfkuh, Blessing.

provenance tout en leur enlevant des substances nutritives importantes. Suite aux excédents de substances nutritives dus aux produits d'origine animale produits ici, nous nous posons des questions absurdes du type: «Combien de lisier le sol peut-il absorber?» au lieu de se demander: «De quelle activité économique ont besoin la fertilité du sol et la diversité biologique pour durer?» De surcroît, lors de l'utilisation d'engrais d'azote synthétique, une partie est transformée en gaz hilarant; or ce dernier a plus de 300 fois plus d'impact sur le climat que le CO<sub>2</sub> et représente la plus forte contribution de l'agriculture au changement climatique. Et deuxièmement, le potentiel d'allègement de l'atmosphère fait également partie de la réflexion cyclique agronomique. Alors, on comprend très vite que:

**Celui qui massacre le climat, c'est toujours l'être humain.**

Plus on industrialise, plus on encourage un système dominé par les monocultures. Mais moins il y a d'espèces différentes dans un habitat, plus il deviendra instable et fragile par exemple face aux influences négatives comme la sécheresse ou des organismes vivants qui ont un impact préjudiciable, sans oublier la baisse de la productivité des surfaces.

Pendant des décennies, les effets des herbicides, herbicides totaux touchant y compris les insectes ont pu être partiellement compensés par les pâturages permanents. Mais l'augmentation de l'intensification lors du fauchage (en fauchant simultanément des surfaces voisines) et lors des pâtures, on ne peut plus freiner la disparition des insectes de manière comparable.

Exemple: les abeilles, parce qu'elles sont tellement connues parmi les espèces indigènes menacées. En Allemagne, il y a 569 espèces d'abeilles, dont une seulement est mellifère. Les 568 autres sont des abeilles sauvages qui pollinisent plus de 50% des plantes cultivées et sauvages, mais 60% d'entre elles sont déjà menacées. C'est donc un risque pour l'alimentation tout en plaidant en faveur d'une utilisation durable des pâturages qui permettrait d'endiguer cette disparition.

La protection durable des ressources biologiques et sociales exige la transparence à tous les niveaux. Cela comprend une identification compréhensible de la provenance, c'est-à-dire de la qualité de la production. Dans ce contexte, la publicité doit répondre de ses actes. En outre, une protection orientée en fonction des standards de la production indigène vis-à-vis de l'extérieur doit devenir une composante obligatoire d'une (r)évolution agraire démocratique pour que les exploitations qui ont à cœur la protection animale et la durabilité, ne soient pas pénalisées, mais puissent enfin se développer de manière appropriée.

## Littérature

- Idel, A. and T. Reichert (2013): Livestock production: a climate change and food security hot spot.
- Livestock production and food security in a context of climate-change and environmental and health challenges. In: Wake up before it is too late. Transforming Agriculture to cope with climate change and assure food security. UNCTAD Trade and Environment Review 2013, Hoffmann, U. (Ed.) Geneva.
- <http://unctad.org/en/pages/PublicationWebflyer.aspx?publicationid=666>.

## **L'initiative Fair-Food renforce le bien-être animal et l'agriculture paysanne**

Exposé de Maya Graf, Conseillère nationale Les Verts BL et co-présidente de l'initiative Fair-Food, à l'occasion du 19<sup>e</sup> congrès spécialisé sur les animaux de rente de la Protection Suisse des Animaux PSA «Protection des animaux de rente entre marché et politique» du 21 juin 2018, Olten

La majorité des agriculteurs et agricultrices considère qu'une détention animale respectueuse des espèces va de soi. En dépit d'exigences élevées en matière de protection animale en Suisse, nous trouvons sur nos étals de la viande et des œufs importés issus de la production industrielle de masse ou obtenus au détriment des animaux.

Dans la majorité des pays d'où la Suisse importe la viande, de gigantesques fabriques d'animaux sont la règle. Le plus grand abattoir européen de volaille se trouve en Allemagne. Les réglementations légales autorisent des exploitations industrielles d'engraissement où des dizaines de milliers d'animaux sont détenus dans des enclos et des cages exigües. Une fois engraisés, ils sont souvent transportés à travers toute l'Europe pour être abattus à des prix le plus bas possible dans de grandes centrales d'abattage. Tout cela n'est que souffrance pour les animaux. Nous ne pouvons pas accepter ce type de détention animale.

La majorité du Parlement n'entreprend toutefois rien contre ce phénomène. D'ailleurs, il vient de rejeter la motion de Matthias Aebischer qui exigeait l'interdiction d'importer des produits provenant d'animaux ayant subi de mauvais traitements. L'initiative pour des aliments équitables (Initiative fair-food) offre maintenant l'occasion de convaincre le Conseil fédéral et le Parlement d'en faire davantage pour le bien-être des animaux.

### **L'initiative fair-food s'engage pour la qualité et l'équité**

L'initiative demande que la Confédération renforce l'offre de denrées alimentaires sûres locales ou importées, de bonne qualité et produites dans des conditions de travail équitables ainsi que dans le respect de l'environnement, des ressources et des animaux. Dans le commerce, il faut encourager des relations commerciales équitables et la durabilité; par contre, il faut endiguer le démantèlement constant des normes, dû au dumping environnemental et social. Cela devient d'autant plus urgent au vu de la politique de libre-échange du Conseil fédéral, notamment avec les Etats du Mercosur, qui est pratiquée aux dépens de l'agriculture paysanne suisse et du bien-être animal. L'initiative pour des aliments équitables (initiative fair-food) montre une troisième voie entre le libre-échange sans frein et l'isolement, tout en réclamant des règles du jeu qui soit équitables pour tous.

L'alinéa 4 du texte de l'initiative octroie à la Confédération les tâches et droits suivants qui permettront d'améliorer la protection animale également dans les denrées alimentaires.

#### **1) La Confédération légifère sur la mise sur le marché des denrées alimentaires et des aliments pour animaux ainsi que sur la déclaration de leurs modes de production et de transformation**

L'autorisation de mise sur le marché doit être interdite en cas de conditions inacceptables, comme le demandait la motion Aebischer qui a été rejetée. Si l'initiative est acceptée, le Conseil fédéral doit en outre introduire la déclaration des modes de production et de transformation des denrées alimentaires. En effet, les plats cuisinés importés recèlent souvent de la viande d'origine douteuse, parce que le mode de production n'a pas besoin d'être déclaré. A l'occasion de la dernière révision de la loi sur les denrées alimentaires, le Parlement avait voté avec une très faible majorité contre le durcissement des dispositions régissant la déclaration.

## **2) La Confédération peut réglementer l'attribution de contingents tarifaires et moduler les droits à l'importation**

La Confédération peut assortir l'octroi des contingents tarifaires de critères durables, notamment le bien-être animal: le seul critère actuel d'octroi des contingents d'importation est le prix. A l'avenir, ces derniers pourraient de préférence être attribués à des produits agricoles et des denrées alimentaires qui sont produits de manière durable et dans le respect de l'animal.

## **3) La Confédération peut conclure avec le secteur des denrées alimentaires des conventions d'objectifs contraignants**

Les grands distributeurs promettent aujourd'hui déjà d'améliorer le bien-être animal dans leur offre alimentaire. Des ententes sur les objectifs rendent ces promesses contraignantes, tout en laissant une vaste marge de manœuvre aux entreprises dans la manière de mettre en œuvre ces objectifs.

L'initiative fair-food se préoccupe de la qualité des denrées alimentaires, du respect vis-à-vis des animaux, des êtres humains et de l'environnement aux niveaux national et international! Le bien-être animal doit être pris en compte dans la production de denrées alimentaires, de même que des conditions de travail équitables dans l'agriculture et la production des aliments, sans oublier la protection de la diversité naturelle et environnementale. Toutes ces exigences sont d'une grande actualité et préoccupent les êtres humains; il suffit pour s'en convaincre de suivre les débats sur les pesticides, la détention industrielle des animaux en masse ou encore l'interdiction d'importer des produits provenant d'animaux ayant subi de mauvais traitements.

L'initiative arrive à point nommé. Elle renforce le bien-être animal et l'agriculture paysanne. Elle est une pierre angulaire pour un commerce de denrées alimentaires plus juste et plus respectueux de l'environnement, qui respecte le bien-être de l'être humain et de l'animal.

## Migros s'engage pour améliorer le bien-être animal

Exposé de Bernhard Kammer, Responsable Environnement et bien-être animal, Fédération des coopératives Migros, Zurich, à l'occasion du 19<sup>e</sup> congrès spécialisé sur les animaux de rente de la Protection Suisse des Animaux PSA «Protection des animaux de rente entre marché et politique» du 21 juin 2018, Olten

Sous l'angle de la durabilité, nous nous voyons placés devant trois défis majeurs: limitation des ressources terre et eau, et ce avec la croissance démographique dans le contexte de l'augmentation mondiale du pouvoir d'achat.

En fonction de ces défis, un système durable doit afficher une forte efficacité écologique parallèlement à une grande efficacité des ressources: nous devons arriver à produire la plus grande quantité possible d'aliments et ceci avec le moins possible de ressources et en produisant le moins d'émissions que possible. Nous devons intégrer ces réflexions si nous voulons développer nos systèmes dans la direction d'une durabilité accrue. Nous ne considérons pas le bien-être animal isolé de son contexte, mais nous posons toujours la question de la situation dans les autres domaines de la durabilité.

La durabilité chez Migros suit une approche classique tridimensionnelle: économie, écologie et social tout en restant ciblée sur les 5 étapes de la chaîne de valeur ajoutée: production primaire, transformation et production, transport et distribution, mise sur le marché et la consommation.

Ce sont les consommateurs qui sont décisifs tout au long de cette chaîne de valeur ajoutée. Le fait est que désormais la relation avec la production de denrées alimentaires est faible, et que les consommateurs n'ont que peu, voire pas du tout, connaissance de ce qu'est la production. En outre, il existe un champ de tension entre les attentes des consommateurs et les souhaits des citoyens dans les urnes. Lors des votations, les réflexions éthiques jouent un rôle important tandis que les réflexions économiques sont souvent déterminantes au moment de faire ses achats. C'est ainsi que le citoyen plaide en faveur d'un durcissement des dispositions alors que dans son comportement d'achat, le prix et le goût passent au premier plan.

Dans ce champ de tension, Migros doit également connaître les prestations écologiques des systèmes et des programmes. A l'aide de la recherche, par exemple Agroscope, nous analysons l'impact des produits sur l'environnement le long de la chaîne de valeur ajoutée. C'est ainsi que l'écobilan quantifie l'utilisation des ressources (énergie, eau, phosphore...) par kg de produit ainsi que les émissions polluantes: par exemple, le CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère, l'influence des excédents de N-P, ainsi que les produits phytosanitaires dans le sol et l'eau. Nous avons opéré ces recherches pour divers produits d'origine animale. En ce qui concerne la viande de poulet, nous avons comparé le programme Optigal (SST), avec 'Optigal (SST) plus Donau Soja', SST+SRPA (détention à l'extérieur) et bio (Bio Suisse). Il s'est avéré que du fait de la provenance du soja (Italie) Optigal plus Donau Soja est le programme le plus compatible avec le climat parmi les programmes examinés. Par conséquent, nous avons fait passer la partie de l'assortiment la plus importante pour le chiffre d'affaires sur la variante 'Optigal (SST) plus Donau Soja'.

Poursuivre le développement de la durabilité et du bien-être animal ne réussira qu'en collaboration avec des partenaires, par exemple les organisations paysannes comme IP-SUISSE, Bio Suisse ainsi que les institutions de recherche qui apportent les connaissances spécialisées nécessaires. N'oublions pas les organisations indépendantes comme la Protection

Suisse des Animaux PSA qui vérifient la crédibilité des programmes grâce à leurs expertises, leurs évaluations et leurs contrôles.

Grâce à cette méthode, Migros a fait œuvre de pionnier en interdisant la détention des poules pondeuses en cage, en lançant l'alimentation des veaux avec du lait entier et du foin, en imposant les dispositions de la PSA également pour les importations de produits d'origine animale, exclusivement des œufs en coque de poules vivant à l'extérieur et du lait produit conformément au programme de durabilité.

Dans ce champ de tension entre attentes des consommateurs et souhaits des citoyens, nous retenons les éléments essentiels suivants: ensemble, nous devons garantir que la transparence et la crédibilité règnent tout au long de la chaîne de valeur ajoutée. Nous devons continuer sans relâche à développer des labels et des programmes de durabilité avec des partenaires, en mettant l'accent sur leur impact en plus du bien-être animal, c'est-à-dire également sur les autres dimensions de la durabilité.



## **Bien-être animal face aux besoins des consommateurs?**

Exposé de Roland Frefel, Responsable de la CCM Produits frais, Coop, Bâle, à l'occasion du 19e congrès spécialisé sur les animaux de rente de la Protection Suisse des Animaux PSA «Protection des animaux de rente entre marché et politique» du 21 juin 2018, Olten

Disons d'entrée de jeu qu'il n'y a absolument aucune contradiction entre les deux, bien au contraire.

D'ailleurs Coop l'a déjà reconnu il y a de nombreuses années, et c'est en fin de compte aussi le moteur qui anime l'engagement extraordinaire de Coop dans ce domaine.

Notre objectif n'est pas de caracoler en tête du maximum de rankings ou de prix, mais cela fait tout de même plaisir quand on voit que l'engagement est également bien perçu et récompensé dans les milieux spécialisés.

Notre intérêt pour le bien-être animal ne date pas d'hier; en 1978 déjà, donc il y a 40 ans, notre assortiment comprenait de la viande d'animaux provenant de détention sous la mère.

En ce qui concerne le foie gras d'oie et de canard gavés, nous les avons supprimés de l'assortiment il y a 20 ans, de même que les cuisses de grenouille et la soupe de tortue, renonçant ainsi à des recettes de plusieurs millions. A une époque où ces soi-disant délicatesses figuraient encore au menu de tous les restaurants étoilés.

La liste de projets et de mesures pour le bien-être animal est presque interminable, elle comprend aujourd'hui 40 projets, dont de nombreux projets concernent la viande, mais également le poisson, les œufs et les produits laitiers.

Comme nous l'avons évoqué, la thématique du bien-être animal répond à un véritable besoin des clients, selon les résultats de deux études.

La question n'est donc pas tellement de savoir si les consommateurs souhaitent autant de bien-être animal que possible, mais bien plutôt de savoir jusqu'à quel point ils sont disposés à payer davantage pour ce bien-être.

Sur les transparents suivants, je souhaiterais vous montrer plus concrètement les besoins des clients et ce que nous, la Coop, pouvons offrir dans ce domaine.

### **Conclusion**

Aujourd'hui et à l'avenir, les produits d'origine animale restent une composante de l'alimentation humaine. En qualité de grand distributeur de denrées alimentaires, nous sommes responsables d'une production et d'une transformation de tous les aliments, y compris ceux d'origine animale, durable et qui ménage les ressources. Voilà pourquoi à l'avenir également, nous nous engagerons sans concessions pour le bien-être animal.

## **Viande issue d'animaux «heureux» dans la restauration, exemple de SV Suisse**

Exposé de Patrick Camele, CEO de SV Group, à l'occasion du 19<sup>e</sup> congrès spécialisé sur les animaux de rente de la Protection Suisse des Animaux PSA «Protection des animaux de rente entre marché et politique» du 21 juin 2018, Olten

Leader sur le marché suisse, nous gérons des restaurants dans les universités et les écoles ainsi que des restaurants d'entreprise. Nous cuisinons à l'EPF à Zurich, à l'Université de Bâle ou à la FHNW à Brugg-Windisch. Notre clientèle compte également 250 entreprises et grands groupes comme ABB et Zurich Assurances. A cela s'ajoutent nos restaurants publics, comme SPIGA Ristorante ou le Restaurant Güterhof à Schaffhouse. Nous sommes actifs dans l'hôtellerie avec les meilleurs emplacements pour les voyages d'affaires ou les séjours en ville. Au total, nous sommes à la tête de 320 exploitations réparties dans tout le pays, occupant 5700 collaborateurs.

De plus en plus, nos hôtes sont attentifs à la composition et à la provenance de leurs repas. Mais nos clients, qui nous ont chargés de l'exploitation de leurs restaurants scolaires ou de leurs restaurants d'entreprise attachent eux aussi de plus en plus d'importance à des repas équilibrés issus de productions durables. Nous avons détecté très tôt cette tendance et y avons réagi en conséquence; en effet, nous considérons comme une condition essentielle les quatre caractéristiques qui définissent un repas de qualité: frais, sain, durable et inspirant, concentrées dans l'expression «qui met l'eau à la bouche».

**Une gestion durable de l'entreprise, de l'achat à l'évacuation, est depuis toujours au cœur de la stratégie de SV Group. Dès le début des années 1990, nous avons été la première entreprise de catering à créer un service spécialisé pour l'environnement. Nous avons continué notre engagement pour l'environnement avec une logique rigoureuse: en 2006, la totalité de l'entreprise était certifiée ISO 14001. De surcroît, nous avons misé sur une logistique efficiente et écologique.**

**Le résultat d'une analyse mandatée pour calculer notre empreinte CO<sub>2</sub> a été décevant.** A notre grande surprise, ce n'est pas la logistique ni la cuisine qui influençait le climat, contrairement à ce que nous avons pensé, c'était le panier des achats. Nous avons pu certes réduire notre impact sur le climat de 30% dans la logistique, mais la production des aliments causait huit fois plus de CO<sub>2</sub> que tous les transports réunis. Qu'est-ce que cela voulait dire? Si nous voulons effectivement réduire nos émissions de CO<sub>2</sub>, une logique efficiente ne suffit de loin pas. Ce qu'il fallait était donc de la nourriture respectueuse du climat. Mais là aussi, il fallait d'abord susciter l'intérêt de nos hôtes. Nous avons donc développé en 2015 conjointement avec WWF Suisse le programme de protection climatique ONE TWO WE pour une alimentation respectueuse du climat. Nous avons lancé des concepts culinaires nouveaux, remanié des menus et envoyé nos cuisiniers suivre un programme de formation continue en cuisine végétarienne à l'académie de cuisine de Rolf Hiltl. En outre, nous misons sur les ingrédients régionaux, comptons sur des producteurs en accord avec la protection du climat et réduisons le plus possible les transports aériens. Cela ne nous simplifie évidemment pas la vie, mais ces mesures ont un effet. Un autre élément tout aussi important: notre comportement donne à nos collaborateurs un bon sentiment, ce qui visiblement les motive. Le succès est impressionnant puisqu'au bout de trois ans, en 2016, nous avons pu réduire nos émissions de CO<sub>2</sub> de presque 10%.

La thématique de la durabilité écologique était désormais inscrite dans notre modèle d'entreprise. En 2016, de nouvelles tâches nous attendaient. En effet, il y avait du pain sur la

planche en ce qui concerne les produits issus d'élevages respectueux des animaux. Une idée nouvelle s'est imposée à notre esprit: puisque nous gagnons de l'argent grâce aux produits d'origine animale, nous avons une obligation éthique vis-à-vis des animaux. Nous devons et voulons l'assumer autant que possible. Une première étape a consisté à ne plus proposer des produits issus de traitements cruels vis-à-vis des animaux, c'est-à-dire foie gras, homard, cuisses de grenouilles et produits d'animaux traités aux hormones ou aux antibiotiques – tout cela a été banni de nos restaurants et hôtels depuis mars 2016.

Les produits respectueux des animaux sont déjà bien répandus dans le commerce de détail alors que dans la restauration, la thématique de la détention respectueuse des animaux n'a presque pas été prise en compte jusqu'à présent. D'ailleurs, pendant longtemps nous n'étions pas non plus conscients du fait que la viande suisse ne provenait pas automatiquement de détentions respectant le bien-être des animaux. Lorsque nous l'avons compris, nous en avons tiré la conséquence qu'il fallait que ça change. Notre conviction a encore été réaffirmée par l'enquête<sup>1</sup> effectuée en 2016, qui nous a fourni des résultats intéressants:

- 31% des personnes interrogées pensent réduire leur consommation de viande à l'avenir
- 52% sont d'avis que dans la restauration, on n'en fait pas assez ou plutôt pas assez en matière de protection animale
- 46% souhaitent avoir davantage d'informations sur la protection animale lorsqu'elles mangent à l'extérieur
- 75% seraient disposées à payer un surcoût pour le bien-être animal
- Les consommateurs voient un grand potentiel pour améliorer le bien-être animal d'abord pour la volaille (53%), suivie des porcs (18%).

En août 2016, nous avons conclu un contrat de partenariat stratégique avec la Protection Suisse des Animaux (PSA), ce qui était une étape importante. En effet, nous avons orienté constamment notre stratégie de la durabilité dans l'idée de la changer et de l'améliorer grâce à des partenaires expérimentés.

Notre objectif défini conjointement avec la Protection Suisse des Animaux PSA nous pousse à nous dépasser: d'ici fin 2019, nous voulons augmenter à 80% notre part de produits carnés provenant de détentions respectant le bien-être animal. Les concepts principaux s'intitulent SST et SRPA. SST signifie «Systèmes de Stabulation particulièrement respectueux des animaux» avec des critères pour davantage de place et des surfaces de couchage recouvertes de paille; SRPA signifie «Sorties régulières en plein air».

Nous sommes dans les temps. Aujourd'hui, en juin 2018, 55% de nos produits carnés proviennent de détentions respectueuses du bien-être animal. D'ici la fin de l'année, nous voulons mettre la barre plus haut à 65% et d'ici fin 2019 aux 80% que nous nous sommes fixés. En ce qui concerne les œufs, les produits à base d'œufs et les 1,3 millions de litres de lait de pâturage, l'objectif est déjà atteint. Tous les œufs et produits à base d'œufs que nous utilisons et vendons dans nos entreprises sont issus de poules élevées en plein air. Et dans tous les restaurants, nous ne proposons que le lait de pâturage, produit pour nous et conforme à IP-Suisse.

Nous préparons tous les jours 100 000 repas pour lesquels nous transformons environ 1000 tonnes de viande. Rien que notre panier d'achats viande englobe 700 produits. Jamais encore la demande pour de la viande d'animaux traités dans le respect de leur bien-être n'a été aussi élevée en restauration. Nous nous sommes donc lancés sur des terrains inconnus. Nous avons

---

<sup>1</sup> Enquête auprès de consommateurs réalisée par amPuls Market Research AG du 8 au 12 juillet 2016 avec 500 particuliers âgés de 18 à 79 ans en Suisse alémanique.

réduit le nombre de nos fournisseurs de viande, installé une plate-forme de commande centralisée électronique et avons formé nos 400 chefs de cuisine. Etant donné que le passage à ce type de viande impliquait de profonds changements dans l'organisation et le déroulement des travaux, nous avons étalé l'ensemble des processus sur 3 ans d'ici à fin 2019.

En raison de la planification de notre logisticien et des bouchers, nous avons pu procéder à tous ces changements sans heurts. Il est vrai que le kilo de viande nous coûte davantage, mais nous compensons ce surcoût grâce à une logistique optimisée. Conséquence: les clients et les hôtes ne doivent pas payer davantage.

Les nombreuses réactions positives nous font plaisir et nous motivent à poursuivre sur ce chemin. Il est simplement dommage que nos mandants ne veuillent pas participer au surcoût de la viande issue d'élevage respectant le bien-être animal. Nous devons donc assumer tous seuls les coûts représentés par cette offre.

Afin d'informer les hôtes de notre passage à la viande issue d'élevages respectueux du bien-être animal, nous avons élaboré un nouveau concept de communication qui a été lancé dans toutes les exploitations. Des stèles avec des personnages et textes humoristiques qui ont l'air d'être découpés dans du papier rendent le thème sympathique. De plus, les opérateurs culturels suisse comme Max Küng ou Lara Stoll se sont saisis de divers sujets pour rédiger des histoires brèves. Ils transmettent de manière divertissante des informations précieuses sur la durabilité. Le seul problème est la méconnaissance des acronymes SST et SRPA. Alors que cette viande est distribuée par Migros sous le label «TerraSuisse» et par Coop sous «Naturafarm», SST et SRPA sont pratiquement inconnus. Il serait donc utile de lancer en Suisse un label neutre, pour tous les fournisseurs.

Cela en vaudrait vraiment la peine. D'autant plus qu'il n'existe qu'une chose encore meilleure que savourer un bon repas: le plaisir d'avoir bonne conscience.

#### **A propos de SV Suisse**

SV Suisse appartient à SV Group, toutes les deux ont leur siège à Dübendorf. C'est un groupe innovant dans la restauration et la gestion hôtelière; il comprend cinq domaines d'activité commerciale: restauration collective, hôtels, restauration publique, restauration hospitalière et dans les homes ainsi que le service traiteur (catering) pour des events. L'entreprise emploie en Allemagne, Autriche et Suisse environ 8500 collaborateurs et collaboratrices. Sous la marque SV Restaurant, le SV Group exploite 450 restaurants d'entreprise et restaurants scolaires, comptant ainsi parmi les premiers dans l'espace de ces trois pays.

En Allemagne et en Suisse, SV Hotel est une franchisee du leader mondial Marriott International. L'entreprise comprend des hôtels de la marque Courtyard, Residence Inn, Renaissance et Moxy. Le portefeuille inclut également deux hôtels plus petits appartenant à SV; l'un à Berne (La Pergola) et l'autre à Olten (Amaris).

L'entreprise est basée sur l'organisation à but non lucratif «Schweizer Verband Soldatenwohl», créée en 1914 par Else Züblin-Spiller, une véritable pionnière, qui proposait aux soldats des repas équilibrés à un prix abordable. SV Fondation perpétue les idéaux de l'association fondatrice. La fondation d'utilité publique est actionnaire majoritaire de SV Group et investit ses dividendes pour soutenir des projets destinés à promouvoir une alimentation saine ou le bien commun.

[sv-group.ch](http://sv-group.ch), [sv-stiftung.ch](http://sv-stiftung.ch)

## Promouvoir des animaux de rente en bonne santé grâce à la politique agricole

Exposé de Bernard Belk, Sous-directeur, Office fédéral de l'agriculture, à l'occasion du 19<sup>e</sup> congrès spécialisé sur les animaux de rente de la Protection Suisse des Animaux PSA «Protection des animaux de rente entre marché et politique» du 21 juin 2018, Olten

Des animaux de rente en bonne santé sont une base importante pour une production économique de produits de qualité. L'agriculture suisse est marquée depuis longtemps par une réglementation de la protection animale qui la distingue des autres pays. En guise d'illustration, voici quelques exemples:

- En Suisse, un maximum de 300 veaux d'engraissement peut être détenu par exploitation; d'autres pays n'ont pas de plafond et aux Etats-Unis, il y a des exploitations qui détiennent jusqu'à 30 000 animaux à l'engraissement.
- En Suisse comme dans l'UE, les stimulateurs de croissance antimicrobiens sont interdits, ce qui n'est pas le cas dans d'autres régions, notamment les Etats-Unis.
- La Suisse a des exigences minimales plus sévères pour l'espace réservé aux animaux dans les écuries que l'UE tandis que l'Amérique du Nord et du Sud n'en ont pratiquement pas.

Les exigences minimales de la législation sur la protection animale sont la base des programmes d'encouragement agricoles (SST, SRPA). Ces derniers, qui encouragent les détentions animales dont les conditions dépassent les exigences minimales, permettent de jeter une base solide pour la santé des animaux et la prévention des zoonoses. De plus en plus d'exploitations remplissent les exigences des programmes de bien-être animal. En 2017, les exploitations ayant droit aux paiements directs détenaient 76% de leurs animaux de rente (moyenne UGB) selon les prescriptions du programme «sorties régulières en plein air» (SRPA). Les animaux qui se nourrissent avant tout d'herbe sont en majorité, tandis que la présence des animaux monogastriques est inférieure à la moyenne. La surface du parcours faisant partie du système d'écurie, la participation au programme SRPA est subordonnée à la construction de nouvelles écuries, c'est-à-dire à des investissements conséquents.

69% des animaux (moyenne UGB) vivent dans des écuries qui répondent aux conditions du programme de bien-être animal «systèmes de stabulation particulièrement respectueux des animaux» (SST). A la différence du programme de parcours libre, les chevaux et les chèvres sont sous-représentés dans le programme SST, étant donné que la détention en groupe de ces espèces ne s'est pas suffisamment imposée.

Dans l'ensemble, la participation aux programmes n'a fait que croître ce qui est tout à fait réjouissant. En fin de compte, le choix du système de production et donc de la gestion des troupeaux incombe aux agriculteurs. Ils doivent prendre des décisions dans le cadre de la législation, qui parallèlement au bien-être animal, tiennent compte de la santé animale d'une manière générale et conviennent à la structure de leur exploitation.

La santé animale au sens large signifie l'approche commune et coordonnée de la santé des animaux de rente, et ce dans le sens de «exempt de maladies» de leur «dignité/bien-être» par analogie à la définition du concept de santé humaine par l'OMS. En plus de la sélection animale et de systèmes de détention respectant le bien-être des animaux, d'autres éléments viennent s'ajouter à la détention d'animaux de rente en bonne santé. Les défis sont la pression des

zoonoses, des degrés différents de connaissances chez les détenteurs ainsi que la qualité de la gestion et de l'encadrement des animaux.

Les attentes sociétales à l'égard de l'élevage ont cependant évolué ces dernières années. Les performances proprement dites des animaux de rente ne constituent plus un caractère suffisant. L'accent est de plus en plus mis sur de nouveaux critères, tels que la santé des animaux, l'impact environnemental ou l'utilisation efficiente des ressources naturelles. La simple maximisation des volumes produits ne correspond pas aux besoins d'une grande partie de notre société et elle est, dans un contexte international, rarement une bonne stratégie pour les acteurs suisses. Autant d'exigences auxquelles devra satisfaire la sélection animale. Bien se porter et performances élevées ne s'excluent pas nécessairement. Seuls des animaux sains et bien traités peuvent fournir des performances élevées à long terme. Les éleveurs et les détenteurs d'animaux le savent bien et l'appliquent dans la majorité des cas, ce qui est dans leur intérêt bien compris. Ils portent également la responsabilité du respect des exigences de la législation sur la protection des animaux. De surcroît, les développements permanents dans le domaine agroalimentaire ainsi que ceux des secteurs en amont et en aval ont incité la Confédération à réexaminer les grands axes stratégiques de l'engagement de l'Etat dans la sélection animale. En 2017, le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR), en étroite collaboration avec des experts de la branche, a élaboré une «Stratégie de sélection animale à l'horizon 2030» à partir des différentes exigences vis-à-vis de la zootechnie (y compris des représentants de la protection animale). Cette stratégie accorde une place importante à la santé animale au sens large, notamment à la sélection des animaux de rente également en ce qui concerne le soutien financier de mesures zootechniques accordé par la Confédération. La stratégie a défini les champs d'action suivants:

1. sélection axée sur une production de denrées alimentaires répondant aux exigences du marché;
2. sélection axée sur la conservation des ressources zoogénétiques;
3. sélection axée sur la vitalité de l'espace rural.

Des animaux sains n'ont pas besoin de médicaments. La promotion de la santé animale par les agriculteurs et agricultrices ainsi que par les vétérinaires opère un changement paradigmatique et met l'accent sur la prévention. Dans la promotion de la santé animale, il faut inclure les aspects de la génétique, de la détention, du fourrage, de l'hygiène et de la gestion. Ces aspects doivent être abordés dans des programmes de santé holistiques. Dans le cadre du programme des ressources et avec les contributions à la recherche, la Confédération soutient des projets permettant de collecter des expériences sur l'application de ces programmes de santé dans les exploitations. La Politique agricole 2022+ a pour vocation d'inscrire ce changement paradigmatique dans la législation. Le renforcement des programmes de santé devrait également être proposé.

# L'approvisionnement croissant de la Ville-Etat Suisse en conflit avec l'environnement, l'animal et le consommateur

Exposé de Hans Bieri, Directeur, Schweizerische Vereinigung Industrie und Landwirtschaft (SVIL), à l'occasion du 19<sup>e</sup> congrès spécialisé sur les animaux de rente de la Protection Suisse des Animaux PSA «Protection des animaux de rente entre marché et politique» du 21 juin 2018, Olten

Le conflit:

Les animaux sont nos compagnons de vie dans un espace de vie commun et fini. Si à la différence de l'homme les animaux sont réduits à l'état de marchandise, cela aboutit au conflit qui n'est pas nouveau, celui entre habitat et espace économique, **entre la base de vie qui n'est pas éternelle et l'économie des marchandises en pleine croissance. Sous la pression de la croissance, les processus vitaux s'effacent de plus en plus devant une division globale du travail. Car l'économie des marchandises veut croître et elle essaie de transformer en marchandise tout le monde du vivant. La division globale du travail elle aussi en pleine croissance ne change rien au fait que l'espace de vie ne peut pas croître.**

En l'occurrence, le métabolisme des habitats traditionnels disposant de leur propre base naturelle est éclaté en faveur d'une division du travail mondiale et non pas sur la base de l'avantage mutuel de l'égalité naturelle de tous les habitats et pays — mot-clé souveraineté de l'alimentation — mais selon le modèle global centre-périphérie d'origine coloniale. Le centre prélève de plus en plus les marchandises de la périphérie à bon marché où il a délocalisé la production des marchandises et en contre-partie, il exige des services écosystémiques aux frais de la périphérie pour «écologiser» l'impact négatif de l'économie des marchandises dans les centres. Par ailleurs, le modèle d'approvisionnement existant marqué par le fordisme cède la place à la «creative economy» de la «société des singularités», conformément à un concept de la sociologie de la culture. Les biens et services revêtent déjà un statut presque sacré à travers les labels et les marques et servent la classe moyenne émergeant globalement comme marché avec potentiel de croissance.

En dépit de la non résolution du conflit fondamental entre économie de croissance et base naturelle, cette colonisation de l'économie de croissance réalisée dans la périphérie est vendue jusque dans les milieux de protection de l'environnement comme une situation gagnant-gagnant, presque comme un «plus d'écologie» par l'utilisation d'un avantage comparatif de services écosystémiques. Celui-ci consiste dans le déplacement de la production polluante des marchandises vers la périphérie économique moins chère et à livrer, parallèlement aux centres, de l'information et de la créativité, pour la production de marchandises et leur valorisation dans la société comme condition de vente. On badigeonne ce conflit de la durabilité qu'il faut résoudre de toute urgence avec des mots clés comme «solutions intelligentes, astucieuses et smart».

Les animaux proches de nous sont des alliés importants dans la nécessaire remise en culture de nos habitats. Ce qui est global, ce sont l'égalité et la souveraineté de tous les habitats. Ces derniers ne doivent pas être subordonnés à un partage global centre-périphérie. Je vois davantage le problème dans la cause d'une agglomération totalement exagérée de la vie dans l'économie de croissance qui dominant le monde, plutôt que dans un excédent de phosphore ou d'ammoniaque, tel qu'il est constaté actuellement.

## 1. L'économie de croissance et la Ville-Etat

Presque personne ne sait encore ce qu'est un habitat. Les bourgeois de l'époque des Lumières ont vaincu le féodalisme au niveau pratique de la propriété et du pouvoir économique, sans toutefois n'avoir jamais compris que la macroéconomie basée sur la division du travail l'a emporté

comme totalité. Encore et toujours la production et la consommation sont dominées par le profit au lieu de l'être par les besoins de la société dominée par la division du travail, qui depuis longtemps subvient à ses propres besoins.

Aujourd'hui, la numérisation et l'émancipation remplacent par la consommation une institution de l'Etat-Nation bourgeois après l'autre. L'agenda de la chambre du commerce des Etats-Unis consacrée à la politique européenne se présente comme suit: 1. TTIP, 2. Smart Cities et 3. Marché commun numérique.

La répartition des acquis économiques obtenus par la société a toujours été opérée dans la perspective du profit et d'une croissance avide. Les sociétés de consommation marquées par l'économie de croissance sont pour cette raison sourdes à ce processus actuel de continuer à augmenter le profit en décloisonnant les Etats-Nation et en démantelant la fortune du peuple par des entreprises opérant dans le monde entier (TTIP), jusqu'au jour où elles se réveilleront dans l'état féodal transatlantique de type anglo-saxon.

*Car*, pour approvisionner les immenses fortunes financières des côtes américaines à l'est comme à l'ouest et quelques rares autres zones riches sur la terre, la croissance économique est indispensable. Par croissance économique, on entend un plus qui est ajouté constamment à ce qui existe déjà. Elle repose impérativement sur les investissements physiques et leur constante extension dans un monde fini. La constitution de la fortune repose sur ce processus qui consiste à se servir gratuitement dans la nature en créant de l'argent à partir de rien.

Cette extension des investissements physiques s'opère principalement à travers l'urbanisation, la construction et les infrastructures qui vont de pair, le tout effectué par des êtres humains vivants.

A cette fin, les matières premières, les matériaux de construction et l'énergie sont prélevés dans la nature et recomposés et utilisés à la surface de la terre pour être ensuite stockés définitivement dans des puits de dispersion et dans l'enveloppe atmosphérique. L'accélération du démantèlement des ressources épuisables nous fait croire qu'elles sont inépuisables. Mais sans aucun doute, les espaces de stockage définitif sont eux aussi limités.

Une partie de ce processus de croissance détache les hommes de leurs espaces de vie décentralisés où ils étaient intégrés dans des métabolismes simples ou dans des services écosystémiques sans consommer beaucoup de substances naturelles, pour les concentrer et les intégrer dans des mégalo-pôles en pleine croissance et par conséquent dans un nouveau cycle de marchandises coûteux et exploitant la nature.

Il en va de même pour nos animaux de rente et nos proches compagnons, qui font partie de notre environnement. Ils sont nos compagnons de chaîne dans un espace de vie transformé et choséifié en un simple centre de transbordement de marchandises.

Le sol, base existentielle qui n'est pas inépuisable et notre manière d'organiser l'espace sont donc centraux. Toute la vie et toute la consommation en dépendent.

## **2. Obligation de croissance, la situation conflictuelle dominante**

La fortune monétaire ne peut croître qu'en étendant le monde matériel par l'engagement de travail, de matière et d'énergie. La rationalisation à elle seule, c'est-à-dire l'amélioration de l'organisation du travail pour réduire le flux matériel et le temps de travail avec une production constante de marchandises devrait s'exprimer par des prix en baisse ce qui empêcherait la constitution et l'utilisation de la fortune par des recettes financières en croissance constante. Voilà pourquoi la remise en culture de notre habitat par la baisse du flux matériel tout en maintenant la qualité d'approvisionnement acquise et la réduction de la spirale de la croissance, n'est pas acceptable



pour les investisseurs, les gérants de fortune et propriétaires de capitaux. En effet, la croissance serait bloquée. On n'utilise par conséquent les possibilités de diminuer les dépenses que de manière limitée et les économies de matières et d'énergie sont utilisées pour étendre les cycles de production et de consommation au lieu de les utiliser pour décharger les ressources naturelles (effet rebond).

### **La Suisse, un cas particulier**

Si une macroéconomie n'a que peu de ressources naturelles, elle doit les obtenir en exportant des services. Etant pauvre en matières premières, la Suisse a été obligée très tôt de compenser la productivité naturelle limitée par l'esprit et le travail. L'argent a afflué dans le pays, les prix de l'immobilier et les salaires ont pris l'ascenseur, et les produits agricoles étant devenus plus onéreux, ils ont été remplacés par des importations à bon marché.

En 2018, la crise de l'alimentation en Suisse a toutefois montré que les denrées alimentaires font partie obligatoirement du métabolisme de son propre habitat.

Conséquence des crises et des famines dues à la guerre, la production indigène de denrées alimentaires a été ôtée de la division internationale du travail. L'agriculture indigène a de nouveau été remise sur pied, les prix ont été subventionnés et protégés par des droits de douane.

L'industrialisation s'est développée sans encombre avec la protection de l'agriculture aux frontières. Le capital gagné par les exportations et rapatrié a fait grimper les salaires, les prix du sol, les loyers et a contribué globalement à augmenter les coûts de la vie en Suisse. Plus le niveau des prix a augmenté, plus les entreprises ont été contraintes à imaginer des stratégies innovantes pour l'exportation afin de rester concurrentielles en dépit des coûts salariaux élevés. A son tour, le volume des capitaux rapatriés a augmenté, mettant ainsi en marche une sorte de roue pour hamsters dans la Ville-Etat-Suisse.

Les critiques de la protection agricole rattachent à tort ce développement à la protection de l'agriculture. En fait, l'agriculture lutte contre cette évolution par la protection du sol, des surfaces et la sécurité alimentaire.

### **Passage de pays d'émigration à pays d'immigration**

Ainsi stimulée, toute l'économie immobilière, des matériaux de construction et de l'approvisionnement a déclenché une immigration que les investisseurs ont imposée contre le processus politique de modération. L'immigration est étroitement liée à l'utilisation indigène du capital. A la différence d'autres pays, la Suisse comme «ville d'arrivée» a bien fonctionné jusqu'à présent avec plus d'un quart d'étrangers résidants. Mais la Suisse est pauvre en ressources. Si le flux financier de rapatriement faiblit, les revenus feront défaut! Ce contexte est confirmé par le fait que maintenant déjà la productivité du travail ne fait que chuter en raison des ballonnements de l'économie intérieure. Les recettes à l'exportation obtenues grâce à beaucoup d'innovation et d'engagement s'en trouvent régulièrement amenuisées. Or ces recettes font croître ici la fortune, les prix de l'immobilier et les salaires. Il en résulte des coûts élevés qui obligent l'économie exportatrice à davantage d'innovations et de rationalisations, ce qui a encore renforcé le pouvoir économique. Cette spirale de croissance ou «roue du hamster» des résultats de l'exportation et de l'environnement intérieur de coûts élevés, qui à son tour stimule la création de valeur ajoutée, a entraîné que l'agriculture qui reste attachée à un sol et aux cycles naturels limités ne représente désormais que 1% du PIB. Cela ne montre pas une faiblesse de l'agriculture, mais l'énorme développement de l'économie dans son ensemble sur le site Suisse qui entraîne l'éviction de l'agriculture.

Si dans ces circonstances on veut garder une agriculture propre dans l'environnement de coûts élevés en Suisse, cela ne va pas sans protection aux frontières.

A cela s'ajoute que dans tous les pays développés sur le plan économique, l'agriculture est en perte de vitesse par rapport au reste de l'économie sur le plan du revenu et dépend de ce fait de contributions au revenu.

Depuis l'Uruguay Round, la protection agricole doit être fortement réduite puisque cela favorise la prospérité mondiale. En outre, la protection agricole doit être encore plus nettement réduite que ne l'exige l'OMC, et ce d'après les arguments suivants:

1. Avec son 1% du PIB, l'agriculture serait trop insignifiante pour être un obstacle à d'autres branches à valeur ajoutée plus forte.
2. L'agriculture pollue l'environnement dans la Ville-Etat-Suisse. La production doit donc être réduite ou rendue plus extensive. Le fait que la production a été orientée vers la production de lait et de viande pour des raisons budgétaires n'est plus valable. Cela a déjà abouti dans la PA 14-17 à supprimer les paiements directs pour les animaux consommant du fourrage grossier.
3. Les déficits écologiques déclenchés par l'agglomération de la Ville-Etat sont imputés de manière unilatérale à l'agriculture.
4. On rend la protection de l'agriculture aux frontières responsable du niveau élevé des coûts et des salaires en Suisse. Par conséquent, les coûts de la protection des frontières sous forme de prix plus élevés des denrées alimentaires pour le consommateur ainsi que les paiements directs seraient un frein à la croissance de l'économie dans son ensemble.

Face à cela, le peuple a voté à presque 80% des voix en faveur de la sécurité alimentaire.

**Conclusion:** *le développement industriel dans ce petit état qu'est la Suisse entraîne sans protection de l'Etat que l'agriculture soit évincée. La croissance des villes et l'immigration continueraient de rester à un niveau élevé même sans protection de l'agriculture et en abandonnant son agriculture propre, l'assouplissement de la protection des terres cultivées et le renoncement à la sécurité alimentaire seraient encore renforcés. La roue du hamster de l'évolution vers la Ville-Etat tournerait encore plus vite.*

*Malgré cette situation clairement stressante, causée par l'économie de croissance, toute la responsabilité de la surutilisation de l'habitat est imputée à l'agriculture.*

*L'évolution de l'économie de croissance vers la Ville-Etat est remplacée sur le plan politique par la discussion sur l'agriculture.*

### **3. L'utilisation durable de la ressource sol**

Le PNR 68 «Utilisation durable de la ressource sol» se penche actuellement sur ces questions. Parmi les «moteurs» de l'utilisation du sol, le projet de recherche mentionne:

- Croissance démographique
- *Croissance économique*
- Changement climatique
- Progrès technique
- Facteurs socio-politiques
- etc.

#### **Constats historiques sur le «moteur économie de croissance»**

«L'économie de croissance a détruit toutes les conditions féodales et idylliques. Elle a déchiré sans pitié tous les liens qui rattachaient les êtres humains entre eux et n'a laissé aucun autre lien

que le pur intérêt, que le «paiement cash» dépourvu de toute sensibilité. Elle a dissous la dignité de l'individu en valeur d'échange et, à la place des nombreuses libertés enracinées et acquises honorablement, elle a instauré une liberté de commerce sans conscience; enfin elle a ramené toutes les relations humaines à une pure relation monétaire.

Le besoin d'une plate-forme de vente de plus en plus étendue pour ses produits, envoie l'économie de croissance à travers le monde entier. Partout il faut qu'elle s'incruste, construise, crée des connexions.

Les relations existantes sont éclipsées par les nouvelles industries dont l'introduction devient une question vitale pour toutes les nations civilisées, par les industries qui ne transforment plus les matières premières indigènes, mais celles des régions les plus éloignées du globe et dont les produits sont utilisés pour satisfaire la demande intérieure et celle du monde entier. A la place des anciens besoins satisfaits par les produits du pays, de nouveaux besoins émergent qui recherchent des produits provenant des pays et des climats les plus éloignés. L'autosuffisance et l'isolation locale et nationale a cédé la place à une circulation dans tous les sens, une multiple dépendance des nations entre elles.

Le prix de ses marchandises est l'artillerie lourde permettant à l'économie de croissance d'enfoncer toutes les murailles de Chine, avec laquelle elle oblige les Etats indépendants les plus obstinés à capituler. Elle contraint toutes les nations sous peine de sombrer à pratiquer ses modes de production.

L'économie de croissance a soumis la campagne à la domination de la ville. Elle a créé des villes énormes, elle a fortement multiplié la population urbaine par rapport à la population rurale. Elle a aggloméré la population, centralisé les moyens de production et concentré la propriété en quelques mains.

Dans les crises commerciales, une grande partie non seulement des produits, mais aussi des forces de production est régulièrement détruite. Dans les crises, éclate une épidémie sociale qui serait apparue à d'autres époques comme une contradiction absolue, l'épidémie de la société qui use et qui jette.

Les forces de production sont trop puissantes et les conditions traditionnelles se sont rétrécies au point qu'elles ne peuvent pas s'approprier la richesse qu'elles ont produite.

Comment fait l'économie de croissance pour surmonter les crises? D'une part par la destruction imposée d'une masse des forces de production, d'autre part en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant à fond les anciens marchés. Comment alors? En préparant des crises partout et plus fortes et **en diminuant les moyens pour prévenir les crises.»**

L'évolution présentée ci-dessus élargit d'une part notre base existentielle et rend la société plus libre, mais elle génère aussi des crises et de graves préjudices **dont les causes doivent être supprimées.**

En d'autres termes, il ne suffit pas d'enfermer dans une boîte noire «l'économie de croissance» comme «moteur», sans révéler au grand jour sa façon d'agir.

Actuellement, on se contente de demander comment limiter et réguler l'économie de croissance dans sa constitution d'agglomérations. Les conditions économiques de la pollution des habitats ne sont pas supprimées.

Le PNR 68<sup>1</sup> propose d'intégrer l'utilisation des ressources dans des modèles et de les piloter de manière «régulatoire». Les prix du sol et le droit foncier qui déterminent l'utilisation du sol sont complétés ou remplacés par une cartographie complexe des diverses propriétés du sol au moyen d'un système de points qui représente tous les services écosystémiques. Cela devrait s'opérer par une cartographie de toutes les surfaces avec leurs fonctions écologiques complexes. Les points du sol servent à introduire une appréciation régulatoire du sol qui sera superposée aux prix classiques de l'immobilier. On espère ainsi limiter l'utilisation de surfaces précieuses (en plus du prix du sol) ou les orienter dans la bonne direction par des taxes élevées. Pour conclure, l'attribution de surfaces contingentées qui au début ont encore un certain effet tampon pour la consommation, fixe une limite absolue à la croissance de l'urbanisation. Cela arrivera, parce que les taxes pour l'imperméabilisation du sol seront relevées progressivement pendant les années à venir jusqu'à ce que la croissance de l'urbanisme s'arrête.

«Densifier au lieu de geindre» nous dit Avenir Suisse; effectivement, dans ce type de planification des ressources, il y a la même approche que dans la détention des animaux définie par des formes «économisant les ressources».

Quelles sont les conséquences d'une politique foncière de ce type sur l'économie, les propriétaires fonciers, les locataires? Comment va changer la propriété du sol, dans les domaines de la construction et de l'agriculture? Quelles sont les conséquences de la densification des zones d'urbanisme? Est-ce que la pression des agglomérations va encore se renforcer à l'avenir?

Où vont les prélèvements régulatoires sur le besoin de sol? Si l'économie de croissance a besoin de sa propre extension matérielle constante, comment fait-elle pour éviter les restrictions? Où peut-elle chercher des possibilités de remplacement?

La formation et l'approvisionnement des mégalo-pôles sont une économie de l'usure écologique, économique et culturelle. L'agglomération est toutefois une conséquence inéluctable d'une économie de croissance qui se fonde sur l'exploitation des matières premières et aspire par conséquent à des modèles centre-périphérie superconcentrés.

**Pas plus la délocalisation horizontale de l'habitat vers la périphérie globale que la densification verticale de l'habitat vers l'aire optimisée pour l'utilisation ne résolvent le conflit entre les ressources existentielles épuisables et la pression de la croissance qui incite à s'étendre toujours davantage.**

**Afin de conserver les habitats, il faut supprimer la cause obligeant à une croissance permanente.**

#### **4. La colonisation globale de l'espace de vie**

Dans son ouvrage «Arrival City, Du village à la ville; comment les migrants changent le monde» Doug Saunders<sup>2</sup> décrit une série d'événements dramatiques qui illustrent ce que la rationalité de l'économie de croissance nous réserve à l'avenir sur le plan de la destruction de l'habitat et des migrations.

Soumettre l'espace de vie à un métabolisme piloté par l'économie de croissance est illustré par la détention des animaux de rente.

---

<sup>1</sup> Ressource Sol, programme national de recherche PNR 68

<sup>2</sup> Doug Saunders, Arrival City, Du village à la ville; comment les migrants changent le monde, Editions Le Seuil, 2012

Autrefois, le village intégrait les cochons dans son espace de vie immédiat et dans son économie domestique pour réduire la chasse coûteuse et l'insécurité alimentaire.

Ce modèle est frappé du sceau de l'organisation économique, de l'intelligence et de la raison sur la manière d'étendre son habitat dans une base naturelle limitée. La sécurité et la souveraineté alimentaires ne veulent au fond rien d'autre que transposer une telle acception de l'économie sur la société de la division du travail.

Où est donc le point où l'activité économique se mue en souffrance de la créature par manque d'espace, où l'habitat s'amenuise au profit de la surexploitation de l'économie des marchandises? Quand le cochon devient-il une marchandise où il ne sert qu'à acquérir du capital en étant complètement éliminé de l'espace de vie, déplacé dans un «monde» de la production et du transport jusqu'à être dépiauté sur la chaîne d'abattage?

Le principe du gain sans lequel l'humanité mourrait de faim n'est pas responsable du prix du porc, comme on l'affirme aujourd'hui, mais au contraire d'un contexte sociétal selon lequel le détenteur doit couvrir ses frais pour obtenir son revenu. C'est le cas depuis toujours dans toutes les sociétés où chaque activité ou produit a la valeur nécessaire au producteur pour répéter son offre; d'autre part, le consommateur peut satisfaire ses besoins à partir des prestations du producteur. Dans un contexte sociétal de ce type, le porc a un prix justifié par la société.

Le cochon se mue en marchandise quand le producteur ne produit plus de viande en fonction de la demande, sur la base d'une relation existant réellement entre les êtres humains qui lui permet de couvrir ses frais par la vente. Par contre, il quitte ce cycle de vie en prenant un crédit qu'il doit rembourser. La production de viande a désormais pour tâche de servir le crédit. Pour y arriver, c'est-à-dire servir les crédits et le profit du capital, ce qui avant ne faisait pas l'objet du débat, la production doit être contrainte à «se densifier». La densification est opérée au niveau de l'espace dans la détention des animaux, leur transport ainsi que la durée de production et son accélération grâce à des moyens auxiliaires. «Densifier au lieu de geindre!», voilà le mot d'ordre de la fabrique moderne qu'Avenir Suisse exige dans l'intervalle pour l'urbanisation.

«Densifier» comme principe d'organisation repousse vers la périphérie globale l'espace de vie loin du village, de la ville et de la campagne, de l'Etat-Ville en pleine croissance.

«Dans son rapport sur le postulat Bertschy en 2016, le Conseil fédéral a néanmoins dû constater que l'agriculture s'est déplacée hors de ses limites imparties par la nature. Les objectifs environnementaux ne sont de loin pas atteints – certes de petits progrès ont été réalisés. Il y a beaucoup à faire notamment dans les domaines clés que sont la biodiversité, l'ammoniac, les produits phytosanitaires et le sol.

... Les émissions polluantes (NOx) de l'industrie et de la circulation n'ont fait que diminuer pendant le même laps de temps. En raison de l'obligation du filtre imposée par la loi depuis plus de 30 ans et sans subventions des pouvoirs publics, les réductions ont été possibles dans l'industrie et la circulation. Autre chose encore: cette diminution continue tandis que les émissions d'ammoniac de l'agriculture stagnent depuis bientôt 20 ans.»<sup>1</sup>

Cette citation documente très concrètement la logique du modèle centre-périphérie de l'économie de croissance qui prédomine. Comme déjà évoqué, les centres délocalisent la production polluante vers la périphérie et agissent comme centres de gravitation de la numérisation, des prestations de services propres, etc. La conséquence logique de cette ségrégation spatiale est la chute des émissions provenant de l'exploitation des ressources et de la production. Ce processus n'est rien d'autre que la partie inhérente au processus d'agglomération et non pas la solution dans

---

<sup>1</sup> Exposé de Franziska Schwarz, Vice-directrice de l'OFEV, le 4 avril 2018 lors de l'Assemblée des délégués du Zürcher Bauernverband à Bonstetten

le sens d'une économie durable. Par rapport à cela, l'agriculture qui n'est que l'émanation de l'agglomération de la population est considérée dans les zones de densification comme particulièrement nocive et on exige la réduction de la détention animale — et ce également lorsque la consommation de viande diminue. L'agglomération de la population dans des mégapoles en pleine croissance avec l'usure des ressources qui va de pair sur le dos de la périphérie globale reste épargnée dans cette vision des choses.

De même, le retrait de l'agriculture vers des marchés de niche ou des stratégies de marques qui utilisent la thématique de l'environnement comme USP, ne sont que l'expression logique de ce processus d'agglomération en cours.

Voilà pourquoi les conflits écologiques sont l'occasion de prendre les causes à bras le corps. Le plaidoyer en faveur d'une agriculture extensive n'est donc pas une solution, mais sert activement le modèle centre-périphérie.

**Il ne faut donc pas interdire des écuries parce qu'elles réduisent les surfaces d'assolement (SDA) ou parce qu'elles sont exploitées en utilisant du fourrage importé. Il faut bien plutôt réformer l'économie de croissance pour que la contrainte à la densification dans les mégapoles disparaisse. Les animaux pourraient ainsi rester nos compagnons de vie et les services écosystémiques endommagés pourraient retrouver leur fonctionnement équilibré.**

***Refouler les animaux de notre espace de vie n'est que la conséquence d'une agglomération selon l'économie des marchandises et d'une métropolisation de nos habitats. Une réforme économique n'est possible que si l'on reconnaît l'existence de ce contexte global.***

# Davantage de bien-être animal avec moins de protection aux frontières?

Exposé de Christof Dietler, Directeur d'Alliance agraire, à l'occasion du 19<sup>e</sup> congrès spécialisé sur les animaux de rente de la Protection Suisse des Animaux PSA «Protection des animaux de rente entre marché et politique» du 21 juin 2018, Olten

Mon exposé se fonde sur une vision et une thèse.

## **Vision**

*Le secteur agroalimentaire suisse fournit, dans une collaboration équitable, des prestations et des produits de haute qualité avec des exploitations diversifiées. Il est reconnu comme étant un leader en matière de développement durable et conforte sa position sur des marchés attractifs en Suisse et à l'étranger.*

## **Thèse**

*Des frontières plus ouvertes peuvent servir la nature, l'environnement et le bien-être des animaux. En dépit d'une protection plus faible des frontières avec l'UE, tous les instruments de la politique agricole subsisteraient. Ils gagneraient même en force de créativité et en importance.*

La vision et la thèse sont le fruit d'une décision de l'Alliance agraire dans le document Agro Forte 2022+. L'Alliance agraire regroupe 19 organisations des milieux des consommateurs et consommatrices, de la protection de l'environnement et des animaux, ainsi que de l'agriculture. Elle est au service du dialogue entre la fourche et la fourchette. La PSA en fait également partie. Je souhaiterais aujourd'hui répéter les questions posées par l'Alliance agraire dans le contexte des discussions sur le Mercosur (sommet avec le Conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann; déplacements dans les quatre Etats accompagné d'une délégation): *Y a-t-il une voie autodéterminée de la branche même avec moins de protection aux frontières? Est-ce que les citoyens, les consommateurs et les paysans suisses obtiendront l'agriculture telle qu'ils la souhaitent même si les droits de douane jouent un rôle moindre?*

Nous devons pouvoir répondre oui à ces questions si nous faisons bien notre travail. Ce qui est important ici, c'est que des droits de douane moins élevés ne sont pas un but en soi. En augmentant légèrement la pression de l'importation, nous devons toutefois compter avec le monde en réseau. Ce n'est pas un coup du destin. Il faut donc organiser ce chemin de manière autodéterminée pour que le bien-être animal en profite, ici comme à l'étranger.

Arguments dans le contexte du Mercosur, pour expliquer que ce n'est pas automatiquement une utopie:

1. Il incombe aux importateurs de définir quelles sont les exigences que doivent remplir les produits. Détention, fourrage, santé, traçabilité, abattage peuvent être influencés par la chaîne de valeur ajoutée
2. Les paysans des Etats du Mercosur tirent profit des accords avec l'UE et/ou l'AELE s'ils peuvent mettre davantage de marchandises sur les marchés qui sont intéressés par la valeur ajoutée du bien-être animal et qui sont prêts à l'honorer. Aujourd'hui les pays sont fortement dépendants des exportations sur les marchés à bas prix (Russie, Chine, etc.).
3. Aujourd'hui il n'y a pas d'importation de soja génétiquement modifié en Suisse. L'accord de branche de l'association Réseau soja suisse garantit 90% de soja produit de manière

responsable (pas de déforestation) et 100% sans ingénierie génétique. A court terme ces deux valeurs devraient grimper à 100% et la provenance doit devenir plus européenne.

4. Dans le Réseau soja, l'Union suisse des paysans, les importateurs, les organisations de label, le commerce de détail collaborent, définissent des valeurs et des standards communs. Il serait possible de procéder de même pour la viande et le lait, ou en tout cas, c'est déjà mis en partie sur les rails.
5. Le grand commerce de détail mise sur la viande suisse. Conformément à une enquête de la Protection Suisse des Animaux menée en 2016, la part suisse dans les sortes principales de viande (veau, bœuf, porc et volaille) s'élève chez Volg à 98 %, chez Migros à 94 % et chez Coop à 89 %. Toujours d'après cette enquête, Coop, Lidl, Manor, Volg, Aldi et Spar ont déjà supprimé de leur assortiment la viande importée aux hormones. Coop (ce n'est pas le cas pour la viande de mouton de Nouvelle-Zélande), Manor et Volg ont de plus supprimé la viande AML (facteurs de croissance non hormonaux, comme les antibiotiques).
6. L'importateur suisse GVFI importe de la viande de bœuf d'Amérique du Sud, dont 80 à 90% sont uniquement engraisés en pâturage.

Personne ne nous empêche d'avoir un œil sur la qualité, même si les droits de douane sont plus bas. Il existe aujourd'hui déjà la problématique de la restauration. La PSA a pu utiliser l'accord Mercosur (dans la mesure où il y aura un résultat des négociations qui soit acceptable) pour lancer une offensive de qualité dans la restauration, et ce pour la viande importée comme pour la viande suisse.

**Et les détenteurs suisses?** Les droits de douane ne sont pas le moyen permettant d'influencer le bien-être animal. Il y a un nombre considérable d'initiatives en vue d'une meilleure qualité ou d'obtenir des innovations, certaines ont abouti et il y a des paysannes et paysans capables qui me rendent confiant pour la viande de bœuf, mais aussi pour le lait et le fromage. Cela ne veut pas dire qu'il faut ignorer les aspects négatifs. Mais aller de l'avant m'est plus proche que de voir l'avenir empli de dangers.



## Pourquoi le libre-échange exige-t-il toujours le sacrifice des paysans?

Exposé du Prof. Dr Mathias Binswanger, FH Nordwestschweiz Olten, auteur d'ouvrages spécialisés et privat-docent à l'Université de Saint-Gall, à l'occasion du 19<sup>e</sup> congrès spécialisé sur les animaux de rente de la Protection Suisse des Animaux PSA «Protection des animaux de rente entre marché et politique» du 21 juin 2018, Olten

Le ton dominant dans toute la politique est que les paysans suisses doivent s'adapter au marché et que les droits de douane devraient en grande partie être supprimés. «Rien ne peut échapper à un renforcement de l'orientation vers le marché, car l'agriculture n'a pas le droit de bloquer la conclusion d'autres accords de libre-échange», voilà ce qu'on entend. Cette dernière affirmation est la raison profonde qui incite le Conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann à insister sur la suppression de la protection de l'agriculture aux frontières. Il ne souhaiterait pas terminer son mandat sans conclure d'autres accords de libre-échange avec les Etats Mercosur ainsi que la Malaisie ou l'Indonésie, et là, les agriculteurs sont véritable boulet.

Toutefois, Monsieur Schneider-Ammann et de nombreux commentateurs s'obstinent à méconnaître la véritable signification d'une orientation plus forte vers le marché pour les paysans suisses: mettre la clé sous le paillason et chercher un nouveau job! Il suffit de jeter un coup d'œil à la valeur ajoutée par personne employée à plein temps dans l'agriculture et de le comparer à d'autres branches. Celle-ci s'élève à tout juste 30 000 francs, tandis que dans l'industrie pharmaceutique ou les services financiers, ce chiffre est multiplié par dix, soit plus de 300 000 francs suisses. Parmi toutes les branches, l'agriculture a de loin la valeur ajoutée la plus faible!

Sur le plan purement économique, nous devrions donc nous spécialiser dans la production de biens et services où nous obtenons une valeur ajoutée élevée. Les recettes à l'exportation de ces produits nous permettraient d'importer à bas prix des denrées alimentaires des pays où ces dernières peuvent être produites à bon marché. Et le reste de ces recettes seraient disponibles pour consommer d'autres biens. C'est justement l'argumentation économique en faveur du libre-échange. On se spécialise dans la production de marchandises avec un avantage comparatif en notre faveur (par exemple, les produits pharmaceutiques) et on renonce à produire des marchandises là où on est en désavantage comparatif (produits agricoles).

Le mandat de veiller sur l'agriculture formulé à l'art. 104 de la Constitution fédérale était d'entrée de jeu une décision politique contre le marché. L'agriculture suisse n'est pas concurrentielle dans le libre-échange du fait des coûts de production élevés et de la situation topographique. Les paysans suisses peuvent déployer tous les efforts du monde pour accroître leur productivité, cela ne changera rien. A cet égard, l'agriculture est semblable à l'industrie textile. Même en accroissant considérablement sa productivité, l'industrie textile n'aurait aujourd'hui aucune chance face à la concurrence asiatique. L'orientation vers le marché signifie dans ce cas abandonner la production textile et il en va de même pour l'agriculture.

Mais nous avons d'excellentes raisons de conserver l'agriculture en Suisse, comme elles figurent dans l'article constitutionnel sur l'agriculture. Les paysans garantissent l'approvisionnement en denrées alimentaires de première importance dont nous pouvons définir les conditions de production à travers la politique. Ils veillent au maintien des bases existentielles naturelles, à l'entretien du paysage cultivé et ils garantissent une détention animale conforme aux besoins de l'espèce. Toutefois, ces tâches ne pourront être réalisées qu'en assurant une certaine protection aux frontières et si l'on ne veut pas encore une fois augmenter massivement les paiements directs sous forme de contribution à la sécurité de

l'approvisionnement. Sinon, les quelques paysans restants pourraient rapidement se muer en jardiniers et gardiens des pâturages employés par l'État, sans produire de denrées alimentaires. Dans des circonstances de ce genre, on ne peut plus parler de sécurité de l'approvisionnement! Et la thématique du bien-être animal passera à la trappe en Suisse, puisque les produits d'origine animale seront importés.

Il ne faut toutefois pas en arriver là. Toute l'obligation de supprimer la protection aux frontières pour les produits agricoles est finalement concoctée ici et aucun pays ne l'impose pour l'instant à la Suisse. Les accords de libre-échange n'exigent pas obligatoirement le sacrifice des paysans, mais il faudrait les négocier de manière à laisser la place à une protection efficace aux frontières pour les produits agricoles. Mais voilà, il faut une volonté politique dans ce sens.

# De qui dépend l'amélioration du bien-être animal dans l'agriculture?

Exposé de Markus Ritter (le discours prononcé fait foi), Président de l'Union suisse des paysans, à l'occasion du 19<sup>e</sup> congrès spécialisé sur les animaux de rente de la Protection Suisse des Animaux PSA «Protection des animaux de rente entre marché et politique» du 21 juin 2018, Olten

La détention d'animaux de rente est une branche importante de l'agriculture suisse. En effet, deux tiers de notre territoire sont couverts d'herbe, par exemple dans la partie supérieure de l'arc jurassien, les Préalpes et les Alpes. Seuls des animaux consommant du fourrage grossier (vaches, moutons ou chèvres) peuvent être détenus sur ces terrains pour assurer l'alimentation de la population. Nous les paysans avons le bien-être de nos vaches, cochons ou poules à cœur, car seuls les animaux sains sont rentables. La stricte loi suisse sur la protection des animaux protège le bien-être de nos animaux et bénéficie sur le plan international d'un caractère de modèle. Il est interdit d'infliger douleur ou préjudice à un animal. A la différence des pays voisins, il est interdit de couper le bec des poules et les queues des cochons. L'anesthésie et l'analgésie appropriées administrées par des personnes compétentes sont obligatoires pour castrer les porcelets et écorner les veaux. La détention des poules pondeuses en cage est interdite en Suisse depuis trente ans! Notre législation sur la protection animale régit l'espace nécessaire à chaque espèce animale dans une écurie, la quantité de parcours, combien d'animaux au maximum sont autorisés par exploitation ou encore comment et combien de temps ils peuvent être transportés.

## Pas de détention industrielle d'animaux

Les effectifs maximums de poules et de porcs sont définis selon les critères suivants: un poulailler peut abriter un maximum de 18 000 animaux adultes tandis qu'en Allemagne on trouve des exploitations qui détiennent 600 000<sup>1</sup> poules! En ce qui concerne les porcs à l'engrais, leur nombre est limité à 2000, les truies reproductrices à 250 par exploitation. En plus de la loi sur la protection des animaux, il existe des programmes nationaux d'encouragement<sup>2</sup> comme la contribution pour les systèmes de stabulation particulièrement respectueux des animaux (contribution SST) ou la contribution pour les sorties régulières en plein air (contribution SRPA). Dans le programme SST, les animaux sont détenus en groupes, les bovins sont libres dans une écurie subdivisée en domaines de couchage et d'abreuvement, très lumineuses et couvertes de litière fraîche. Dans le programme SRPA, les animaux peuvent aller de leur propre chef au pâturage ou dans une aire de parcours. Actuellement, 82% de toutes les vaches et bovins vivent selon les standards SRPA et 55% bénéficient du programme SST. La participation à ces programmes continue de croître chaque année.

## Comparaison avec l'étranger

En Suisse, les animaux sont nettement mieux protégés que leurs congénères dans les pays de l'UE<sup>3</sup>. Les directives sont ici plus strictes qu'en Amérique du Sud ou en Asie. Et surtout, nous avons réglementé un nombre supérieur de domaines. Cela va des exigences en matière de formation pour les détenteurs d'animaux aux prescriptions régissant la durée maximale de

<sup>1</sup> <https://www.bmel-statistik.de/landwirtschaft/tierhaltung/gefluegelhaltung>

<sup>2</sup> Ordonnance sur les paiements directs, OPD, 910.13, art. 72 ss,

<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/droit-federal/recueil-systematique.html>

<sup>3</sup> Information de Proviande avec comparaison CH-UE: <https://www.proviande.ch/fr/dossiers/detention-et-affouragement/autres-informations-liens-et-telechargements-sur-le-theme.html>

transport en passant par celles définissant l'espace nécessaire, la litière, le parcours libre, le bruit, la lumière, le fourrage, exécution et contrôle.

La croissance de la prospérité va de pair avec l'augmentation de la consommation de viande. Au niveau mondial, on consomme le double de viande par rapport à 30 ans plus tôt. Ce sont tout particulièrement la Russie, la Chine et les pays sud-américains qui ont fortement étendu leur production. Dans ces pays, les dispositions concernant la protection animale et le contrôle de son application sont pratiquement inexistantes. Dans la majorité des cas, si réglementation il y a, elle ne concerne que la sécurité alimentaire dans la santé animale et l'abattage des animaux. En revanche, nous les paysans suisses veillons sur nos animaux. Notre législation est la base permettant à tous les animaux de bénéficier d'un bon niveau de bien-être animal dans les fermes suisses.

### **Est-ce qu'on peut en faire un peu plus?**

Toutefois un bon niveau de base ne suffit pas à tous les Suisses. En effet, de nouvelles exigences se font entendre, par exemple que toutes les poules aient accès à la prairie ou que les cochons puissent au moins sortir à l'air libre. Les offres des labels sont là pour répondre à ces souhaits supplémentaires. Les consommateurs peuvent choisir dans une vaste palette de labels qui accordent une place encore plus grande au bien-être animal: viande suisse bio, bœuf de pâturage et Naturabeef ou encore IP-Suisse pour n'en citer que quelques-uns. Le comportement des acheteurs suisses au magasin ou au restaurant est décisif pour notre niveau de protection animale dans l'agriculture. N'oublions pas que l'offre ne fait que suivre la demande. Selon la catégorie animale, la part de label oscille aujourd'hui entre 15 et 40%. Toutes catégories confondues elle s'élève à environ un tiers. Il y a encore un gros potentiel d'amélioration! Une chose est claire: selon l'espèce, des exigences supplémentaires en matière de détention ou de nourriture impliquent un surcoût; bien-être animal maximal et prix minimums ne vont pas bien ensemble.

Je suis d'avis qu'il n'incombe pas en premier lieu à la politique de durcir les exigences en matière de protection animale. Naturellement, nous pouvons créer des incitations au moyen des paiements directs pour continuer à optimiser le niveau de base. C'est important pour défendre notre position de pointe mondiale pour le bien-être animal. Mais plus nous injectons des deniers publics dans des exigences supplémentaires, moins il sera possible de les vendre sous forme de valeur ajoutée sur le marché. Nous ôtons aux produits labellisés leur raison d'être et leur USP! J'attends des consommateurs et consommatrices davantage que des exigences et des propos qui restent lettre morte. J'attends d'eux des actes, en d'autres termes d'acheter des denrées alimentaires issues de programmes de label comprenant des exigences supplémentaires pour le bien-être animal. C'est vous qui décidez de veiller à davantage de bien-être animal d'une manière qui couvre les coûts. Tout le reste n'est ni durable ni honnête.

